



Une vue des-évêques

GUERRE DANS L'EST

La Céncio confirme
la tenue de la marche
des chrétiens

La Conférence épiscopale nationale du Congo (Céncio) vient de rappeler la tenue de la marche des chrétiens, le 4 décembre prochain, pour dénoncer le processus de balkanisation du pays et faire échec à cette visée. Cette manifestation pacifique sera précédée, pendant une semaine, par des moments de jeûne et de prières pour la paix et la sauvegarde de l'intégrité du territoire.

Page 3

LUTTE CONTRE LES VIOLENCES SEXISTES

L'Onusida appelle à l'union
des coeurs

Le Programme commun des Nations unies sur le VIH-sida (Onusida) appelle le monde à l'union des forces pour mettre fin à la violence sexiste sous toutes ses formes et lutter contre les inégalités entre les sexes qui alimentent cette pandémie.

Pour la directrice de l'Onusida, Winnie Byanyima, cette violence continue d'entraîner des milliers de nouvelles infections au VIH chaque semaine et complique considérablement l'éradication du sida.

Page 4



Winnie-Byanyima

VIE DES PARTIS

Me Dorothee Madiya mobilise la base
d'Arep/Tshangu

Le staff de l'Arep

L'heure est à la mobilisation des troupes au parti Agissons pour la république (Arep) en vue du prochain enrôlement. Me Dorothee Madiya se livre déjà à cet exercice et c'est dans ce cadre qu'elle a échangé récemment avec la base de cette formation politique à Tshangu sur les enjeux électoraux.

Le secrétaire adjointe chargée de la mobilisation et de l'implantation a invité les cadres et militants de l'Arep à s'enrôler massivement pour permettre une représentation valable du parti dans les institutions du pays.

Page 4

INTERVIEW

Déborah Basa :
« Nous estimons
notre objectif
atteint cette
année »



La cinéaste Déborah Basa, coördonnatrice du festival Vision documentaire/DR

La quatrième édition de Vision documentaire a reçu un meilleur accueil du public que celle tenue l'an dernier. Le festival bataille tant bien que mal pour reprendre sa place dans l'univers du cinéma congolais.

Eclater l'événement dans trois sites différents a eu pour effet d'en diversifier le public comme s'en réjouit sa coördonnatrice lors de l'entretien avec «Le Courrier de Kinshasa», le 26 novembre, au Centre Wallonie-Bruxelles.

Page 5

ÉDITORIAL

Projection

Les partis et associations politiques affûtent leurs armes dans la perspective des élections sénatoriales de l'année prochaine après les législatives et les locales qui venaient de se dérouler. D'ores et déjà, les responsables de ces structures orientent leurs actions sur le terrain en mobilisant leurs troupes à tous les niveaux, à commencer par la restructuration des organes intermédiaires et de base.

Une démarche qui vise à leur redonner du dynamisme et une nouvelle énergie pour mieux affronter les futures batailles politiques. Cependant, ces remaniements, si on peut se permettre de les appeler ainsi, créent des mécontentements parmi les membres. Pour les nouveaux promus, le temps des défis à relever commence tandis que les non reconduits à leur poste expriment leur colère.

Pour éviter des déchirements inutiles qui ne peuvent que fragiliser l'unité des organisations, les responsables politiques ont le devoir de focaliser leurs discours sur la nécessité de préserver la cohésion.

En outre, entre deux scrutins, il est aussi indispensable de tirer le bilan des échéances passées pour cerner les raisons ayant conduit aux bons ou mauvais résultats obtenus lors des précédentes consultations.

Lorsque l'on tire les leçons du passé, alors on peut se projeter dans l'avenir. C'est de cette manière qu'un parti peut résister aux chocs des bouleversements sociopolitiques internationaux et nationaux qu'impose le contexte.

Le Courier de Kinshasa

EST DE LA RDC

Les zones tampons seraient un prélude à la balkanisation du pays

Le Mouvement des indignés de la situation sécuritaire en République démocratique du Congo (Miss-RDC) a réagi aux résolutions du mini-sommet tenu à Luanda, en Angola, estimant que la création des zones tampons dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC) serait un prélude à la balkanisation du pays.

Par la voix de leur coordonnatrice, Nicole Kavira, les Indignés en appellent aux autorités congolaises pour libérer le pays de ses ennemis. Ils disent s'attendre à une déclaration de guerre contre les agresseurs avec qui il faut, au préalable, couper les relations diplomatiques et annihiler tous les traités signés avec eux. « Voilà une manière de continuer à nous gérer et de nous empêcher même de nous libérer de nos ennemis, de nous libérer même de tous ces mouvements rebelles et terroristes qui œuvrent et qui ont élu leur siège dans l'est de notre pays. Depuis que les dialogues ont commencé, nous vivons dans un cercle vicieux d'une multitude de dialogue qui ne chûtent que par le fait que le Congo continue à s'agenouiller... », a indiqué Nicole Kavira.

Elle a poursuivi: « Aujourd'hui, on parle de ce mini-sommet qui vient de chuter par des résolu-



Une banderole du Mouvement des indignés arborés à l'occasion des fêtes de fin d'année

il que nous sommes appelés à négocier avec cet ennemi dans ce sommet et que ce dernier négocie non pas à genoux mais toujours debout ? Toutes ces forces qui sont venues et qui continuent à nous laisser dans cette même situation et laissent même s'empirer la situation ne sont pas là pour nous aider ».

C'est pourquoi, « nous demandons à nos autorités de

« Trop de rencontres inutiles, trop de négociations hypocrites, une surmilitarisation de façade, trop de guerres et des tueries. Les autorités congolaises sont appelées à décréter l'état de guerre et la mobilisation générale de toutes les couches de la population congolaise pour s'approprier les mécanismes de sécurisation populaire contre les ennemis. Les bourreaux rwandais et ougandais sont connus, le temps n'est plus aux tergiversations »

tions, notamment de la création d'une zone-tampon. Nous nous demandons quand est-ce que toutes ces forces qui constituent la surmilitarisation de l'Est du pays vont effectivement lancer des offensives contre les ennemis. Comment se fait-

ne compter que sur notre propre armée car, toutes les armées étrangères qui viennent en RDC ne sont pas pour nous aider », a estimé la coordonnatrice du Mouvement des indignés.

En conclusion, les Indignés

disent attendre des autorités congolaises et du pays de se lever pour combattre toutes ces forces négatives, dont le mouvement terroriste M23, qui écument l'Est du pays et qui font des morts chaque jour depuis plus de vingt ans. « Trop de rencontres inutiles, trop de négociations hypocrites, une surmilitarisation de façade, trop de guerres et des tueries. Les autorités congolaises sont appelées à décréter l'état de guerre et la mobilisation générale de toutes les couches de la population congolaise pour s'approprier les mécanismes de sécurisation populaire contre les ennemis. Les bourreaux rwandais et ougandais sont connus, le temps n'est plus aux tergiversations », a souligné ce mouvement citoyen qui ne salue guère les recommandations de cette rencontre autour du président angolais, Zoao Lorenço.

Lucien Dianzenza

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ingamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-donnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture: Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)
PAO
Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubmelé Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général:Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marline Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

GUERRE À L'EST

La Céncio confirme la tenue de la marche des chrétiens

La Conférence épiscopale nationale du Congo (Céncio) vient de rappeler la tenue de la marche des Chrétiens, le 4 décembre, pour dénoncer le processus de balkanisation du pays et faire échec à cette visée. La manifestation pacifique est précédée, pendant une semaine, par des moments de jeûne et de prières pour la paix et la sauvegarde de l'intégrité du territoire congolais.

Dans une correspondance signée par le deuxième secrétaire adjoint de la Céncio, l'abbé Georges Kalenga, et adressée au cardinal archevêque de Kinshasa, à tous les archevêques et évêques membres de la Céncio et à l'administrateur apostolique et diocésain, il est rappelé la décision prise lors de l'assemblée plénière extraordinaire tenue du 7 au 9 novembre dernier, relative à la situation sécuritaire en République démocratique du Congo (RDC). Selon la Céncio, il s'agit, comme exprimé dans la déclaration des évêques intitulée « *L'heure est grave. Notre pays est en danger* », d'inviter les chrétiens et personnes de bonne volonté à jeûner, à prier et à poser des gestes de solidarité envers les déplacés ainsi que de convier tout le monde à marcher pacifiquement, le 4 décembre prochain.

Suivre les indications de l'évêque diocésain

La correspondance indique qu'avant d'entamer la marche, la déclaration « *L'heure est grave. Notre pays est en danger* » sera lue. Il devrait aussi en être ainsi, dans la mesure



La marche des chrétiens de décembre 2018/Adiac 15 décembre 2022 », souligne la correspondance de la Céncio.

du possible, aux célébrations de la semaine en cours, qui va du 27 novembre au 4 décembre, afin d'éclairer les esprits sur le sens de la décision de l'épiscopat congolais et des gestes à poser. Selon cet épiscopat, la semaine du 27 novembre au 4 décembre sera, dans les paroisses et les communautés ecclésiales, marquée par les moments de jeûne et prières pour la paix et la sauvegarde

de l'intégrité territoire de la RDC. La Céncio précise, par ailleurs, que la quête à la messe du 4 décembre et de la semaine en cours est destinée à la solidarité de l'Eglise-Famille de Dieu en RDC envers les déplacés des zones sinistrées par les violences et l'insécurité. « *Chaque diocèse est prié d'envoyer la somme ou communiquer le montant global au secrétariat général de la Céncio au plus tard le*

Des slogans à scander pendant la marche

La commission épiscopale justice et paix a proposé certains slogans à scander et/ou inscrits sur les calicots et banderoles pour accompagner cette marche pacifique. Parmi ceux-ci, on peut noter « *Non à la balkanisation de la RDC* » ; « *La souveraineté*

et l'intégrité territoriale de notre pays ne sont pas négociables » ; « *La RDC n'est pas à vendre* » ; « *Oui à une paix durable sans condition et défendons notre patrie* ». Dans son action, l'épiscopat congolais a également dénoncé l'hypocrisie et la complicité de la communauté internationale ainsi que des organisations régionales qui, pourtant, selon cette structure, pouvaient faire justice aux Congolais. Les évêques encouragent, enfin, l'Etat à assurer aux citoyens le bien-être social, la sécurité et au pays son intégrité territoriale. Ils ont ainsi préconisé l'effectivité de l'effort de guerre. « *A cet effet, il faudrait impérativement réduire le train de vie de nos institutions et de nos dirigeants pour renforcer nos moyens de défense, moderniser et équiper conséquemment notre armée et bien motiver nos forces de sécurité* », ont-ils fait savoir. Face à la crise, les évêques catholiques ont conseillé aux politiques de taire leurs divergences et de faire bloc contre l'ennemi commun du pays. Lucien Dianzenza

RDC

La France salue l'accord sur le retrait du M23

La France s'est félicitée de l'accord de cessez-le-feu et de retrait du Mouvement du 23 mars (M23), établi entre les autorités congolaises et rwandaises.

Le Quai d'Orsay a salué la réunion du chef de l'Etat de la République démocratique du Congo (RDC), Félix Tshisekedi, et du chef de la diplomatie rwandaise, Vincent Biruta, représentant le président Paul Kagame, organisée à l'initiative du président angolais, João Lourenço, à Luanda, en présence du président burundais, Evariste Ndayishimiye, président en exercice de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), et de l'ancien président kényan et facilitateur de la CAE, Uhuru Kenyatta. La diplomatie française s'est félicitée de l'accord qui en est sorti, notamment une cessation des attaques du M23 depuis le 25 novembre à 18h00 et son retrait des zones occupées de la RDC, dans les deux jours suivants ce cessez-le-feu. L'accord prévoit également le déploiement de la force régionale de la CAE dans ces zones, ainsi que la cessation de tout soutien au M23 et aux autres groupes armés positionnés dans l'Est de la RDC. « *Ces étapes, en particulier le cessez-le-feu et*

le retrait, doivent permettre la reprise des consultations politiques avec les groupes armés. Les parties se sont engagées à mettre en œuvre la feuille de route de Luanda et les accords conclus dans le cadre du processus de Nairobi », rappelle le Quai d'Orsay. Le ministère des Affaires étrangères appelle l'ensemble des acteurs concernés, précisément le M23, à mettre l'accord en œuvre immédiatement, en vue d'une désescalade

soutien aux initiatives diplomatiques régionales «visant à favoriser une désescalade et un règlement de la crise actuelle, ainsi que notre attachement à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo et de chacun des pays de la région».

Le sommet de Luanda a décidé du «retrait du M23 des zones occupées et son repli vers ses positions initiales, sous le contrôle

munauté des États d'Afrique de l'Est instruiront la Force régionale à faire usage de la force pour le pousser à se soumettre», poursuit le communiqué. Le désarmement et cantonnement en territoire congolais se feront «sous le contrôle des FARDC (armée congolaise), de la Force régionale et du mécanisme ad hoc de vérification, avec la collaboration de la Monusco» dans les cinq jours.

nal, les chefs d'Etat ont exprimé leur préoccupation face à « *l'acquisition par le M23 d'armes de plus en plus sophistiquées et d'autres moyens* », pour mener des attaques. Le Mouvement du 23 mars est une ancienne rébellion de Congolais tutsi soutenus par le Rwanda et l'Ouganda, qui avait été défait en 2013 par l'armée congolaise appuyée par les Casques bleus de l'ONU. Mais il a repris les armes fin 2021, accusant Kinshasa de ne pas avoir respecté ses engagements. Plus d'un millier de combattants M23 s'étaient retranchés au Rwanda et en Ouganda, d'où ils revendiquent le respect des Accords de Nairobi consacrant la réintégration dans la vie civile pour certains combattants et l'intégration dans l'armée pour d'autres. Le M23 a pris le contrôle de plusieurs localités des territoires de Ritshuru et Nyiragongo dans la province du Nord-Kivu. Près de 300 000 personnes ont été déplacées à la suite des combats, selon les Nations unies.

Noël Ndong

« Nous réitérons notre appel aux groupes armés à cesser les combats et à s'engager dans le processus de désarmement », peut-on lire dans le communiqué. Il réitère également son soutien aux initiatives diplomatiques régionales «visant à favoriser une désescalade et un règlement de la crise actuelle, ainsi que notre attachement à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo et de chacun des pays de la région».

effective. « Nous réitérons notre appel aux groupes armés à cesser les combats et à s'engager dans le processus de désarmement », peut-on lire dans le communiqué. Il réitère également son

de la Force régionale et du mécanisme ad hoc de vérification, en collaboration avec la Monusco dans deux jours», souligne le texte final. «Si le M23 refuse de se désengager et libérer tous les territoires qu'il occupe actuellement, les chefs d'Etat de la com-

Le compromis de Luanda prévoit la reprise du « dialogue bilatéral » entre la RDC et le Rwanda en vue de la « normalisation des relations diplomatiques et de la reprise de la coopération » dans les soixante jours. Dans le préambule du communiqué fi-

LUTTE CONTRE LES VIOLENCES SEXISTES

L’Onusida appelle à l’union des forces

Les violences sexuelles sont l’une des voies de propagation du sida et il est donc important de lutter contre elles pour endiguer cette pandémie. C’est ainsi que profitant des seize jours d’activisme, dont le thème pour cette année est “Tous unis ! L’activisme pour l’élimination de la violence à l’égard des femmes et des filles !”, le Programme commun des Nations unies sur le VIH/sida (Onusida) appelle le monde à l’union des forces pour mettre fin à la violence sexiste sous toutes ses formes et lutter contre les inégalités entre les sexes qui alimentent la pandémie de VIH.

Selon la directrice de l’Onusida, Winnie Byanyima, la violence à l’égard des femmes et des filles est une honte pour tout le monde, au niveau individuel et collectif; une violation grave des droits humains qui se produit à une échelle démesurée. Elle a, par ailleurs, déclaré que cette violence continue d’entraîner des milliers de nouvelles infections au VIH chaque semaine et complique considérablement l’éradication du sida. « Il s’agit d’une question systémique qui doit être traitée à tous les niveaux de la société », a-t-elle fait savoir.

Se fiant à quelques données sur la situation de la pandémie du sida dans le monde, Winnie Byanyima a révélé que chaque

semaine l’année dernière, 4 900 jeunes femmes ou adolescentes âgées de 15 à 24 ans ont été infectées par le VIH. Les filles et les femmes sont victimes de toutes sortes de violences. « Dans le monde, une femme et une adolescente sur trois subissent des violences

physiques, sexuelles ou les deux de la part de leur mari, de leur partenaire masculin ou de tiers. Ces violences ont souvent lieu chez elles et dans leur quartier; autrement dit dans des endroits où elles devraient se sentir le plus en sécurité. Et ce

chiffre affligeant ne prend pas en compte les millions de femmes et filles qui sont victimes ou d’autres formes très diverses de violences sexistes et de pratiques nuisibles, telles que le mariage forcé, le mariage des enfants, les mutilations génitales des

femmes et la violence sexuelle », précise-t-elle.

Dans les pays à haute prévalence du VIH, les violences exercées par un partenaire intime augmentent jusqu’à 50 % le risque de contamination au VIH chez les femmes. En sus, a-t-elle renchéri, la violence ou la peur de la violence empêche les femmes d’accéder aux services et entrave leur capacité à négocier l’utilisation du préservatif avec les auteurs, à divulguer leur statut sérologique ou à respecter leur traitement antiviral. La scolarisation des filles est un des moyens de réduire leur exposition à la violence et leur risque d’infection au VIH de 50 %.

Blandine Lusimana

« Dans le monde, une femme et une adolescente sur trois subissent des violences physiques, sexuelles ou les deux de la part de leur mari, de leur partenaire masculin ou de tiers. Ces violences ont souvent lieu chez elles et dans leur quartier, autrement dit dans des endroits où elles devraient se sentir le plus en sécurité. Et ce chiffre affligeant ne prend pas en compte les millions de femmes et filles qui sont victimes ou d’autres formes très diverses de violences sexistes et de pratiques nuisibles, telles que le mariage forcé, le mariage des enfants, les mutilations génitales des femmes et la violence sexuelle »,



LIBRAIRIE LES MANGUIERS

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente

Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE (africaine, française et italienne)

Essais, Romans, Bandes dessinées, Philosophie, etc.





Un Espace culturel pour vos Manifestations

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville République du Congo

Horaires d'ouverture:

Du lundi au vendredi (9h-17h)

Samedi (9h-13h)



VIE DES PARTIS

Me Dorothee Madiya reçue par la base d’Arep/ Tshangu

Les militantes et militants du parti Agissons pour la République (Arep) du ministre d’Etat, ministre de l’Aménagement du territoire, Guy Loando, ont reçu Me Dorothee Madiya, secrétaire adjointe chargée de la mobilisation et de l’implantation.



Le staff de l’Arep

L’heure est à la mobilisation des troupes à l’Arep en vue du prochain enrôlement et Me Dorothee Madiya se livre déjà à cet exercice. C’est dans ce cadre qu’elle a échangé avec la base de l’Arep / Tshangu sur les enjeux électoraux.

Accompagnée par quelques cadres du directoire national, elle a en premier lieu passé les salutations de l’autorité morale d’Arep à tous les militants avant d’inviter tous les cadres et militants de s’enrôler massivement pour permettre une représentation valable de ce parti dans les institutions du pays.

Prônant le social libéral avec à la clé l’homme comme acteur du changement et du développement, l’Arep entend valoriser chaque membre pour contribuer à l’émergence de la République démocratique du Congo. C’est dans ce cadre que Me Dorothee Madiya a abordé quelques lignes sur l’entrepreneuriat.

Cet échange à bâtons rompus avec la base d’Arep/Tshangu a été un moment enrichissant pour des milliers de militants qui ont répondu à l’appel du parti cher à Me Guy Loando Mboyo.

Émerveillée par ce moment de causerie, la population de Tshangu a remercié l’initiateur de ce parti allié à l’Union sacrée pour s’être souvenu d’elle en envoyant sa secrétaire adjointe chargée de la mobilisation et de l’implantation. La tournée de Me Madiya s’inscrivait dans le cadre de l’implantation du parti dans tous les coins du pays.

B. L.

INTERVIEW

Déborah Basa : « Nous estimons notre objectif atteint cette année »

La quatrième édition de Vision documentaire a reçu un meilleur accueil du public que celle tenue l’an dernier. En effet, le festival bataille tant bien que mal pour reprendre sa place dans l’univers du cinéma congolais en pleine émergence. Eclater l’événement dans trois sites différents a eu pour effet d’en diversifier le public comme s’en réjouit sa coordinatrice lors de l’entretien avec «Le Courrier de Kinshasa», le 26 novembre, au Centre Wallonie-Bruxelles.

Le Courrier de Kinshasa (L.C.K.) : D’ordinaire organisé à la Halle de la Gombe, Vision documentaire était itinérant cette fois-ci. Avez-vous pu élargir son audience ?

Déborah Basa (D.B.) : Cette édition, les projections ont été organisées dans trois lieux, le Centre Wallonie-Bruxelles où nous nous trouvons encore ce soir de clôture, l’Institut français où s’est faite l’ouverture et la Maison culturelle des Mwindeurs, à N’Djili. Nous sommes satisfaits de cette édition et avons été heureux d’accueillir de plus en plus de monde aux projections en soirée, surtout chez les Mwindeurs. Nous estimons notre objectif atteint cette année. Nous souhaitons atteindre la population, lui permettre d’accéder aux documentaires, aux films qu’ils n’ont pas l’habitude de voir. Cette année, nous avons une fois de plus préparé une belle sélection composée au total de vingt-trois films. Les projections étaient faites l’après-midi et en soirée; des moments très enrichissants pour tous les publics répartis sur les différents sites.

L.C.K. : Il a été fait écho du coup de cœur du public réuni chez les Mwindeurs. Pourriez-vous nous en dire un

mot ?

D.B. : (Rires) Je crois que c’est «Kilawu», une réalisation congolaise. Il s’agit d’un fou qui, du point de vue du narrateur, est un artiste parce qu’il dessine dans la rue. Ce court métrage d’Olivier Kasongo a recueilli le plus de réactions. Etait-ce parce qu’il est raconté en lingala ou le sujet abordé qui, à mon avis, est accrocheur? En dehors de la Maison culturelle des Mwindeurs, il y a aussi eu «Kiné» de la Sénégalaise Fatou Kiné, une autobiographie qui retrace son parcours, son amour pour le cinéma et raconte un tout petit peu son mariage brisé. Je crois que le public qui l’a suivi a trouvé intéressant de plonger ainsi dans son univers.

L.C.K. : Un mot sur la programmation, la République démocratique du Congo y était-elle suffisamment représentée ?

D.B. : Non, pas du tout ! C’est, d’ailleurs, pour cette raison que nous avons lancé un appel à ce sujet, nous avons besoin de voir plus de films congolais, en recevoir plus. Nous voulons bien accompagner les projets après le constat que les nouveaux réalisateurs ne s’intéressent pas vraiment au documentaire. Imaginez-vous que cette année, nous avons à peine aligné entre quatre ou cinq films congo-



La cinéaste Déborah Basa, coordinatrice du festival Vision documentaire/DR

lais sur les vingt-trois de la programmation, c’est trop peu. Nous ressentons le besoin de faire plus de productions de films documentaires pour que le festival existe mais aussi pour pouvoir inspirer plusieurs autres personnes à réaliser des documentaires.

L.C.K. : Que faudrait-il avoir comme atouts pour être un bon documentariste dans le contexte de Kinshasa ?

D.B. : Dans le contexte de Kinshasa, il suffit de se connaître. Le documentaire est un genre qui relate le quotidien, permet de se dévoiler, être soi-même. Il n’en faut pas beaucoup pour faire du documentaire à Kinshasa. Parfois, tout est fait avec juste une caméra et un micro. Il suffit de tomber sur un bon personnage, un bon sujet à exploiter ou soi-même être disposé à se présenter du mieux que l’on

peut face à la caméra pour se faire découvrir, et le challenge est gagné.

L.C.K. : le festival Vision documentaire a-t-il reçu des hôtes cette année ? Si oui, quels étaient-ils ?

D.B. : Non ! Nous espérons que ce sera le cas dans les éditions à venir lorsque nous aurons des partenaires financiers. Jusque-là, ceux que nous avons nous offrent juste certaines facilités, notamment les espaces alors que les sponsors nous permettront d’accueillir des cinéastes d’ailleurs et d’organiser les choses comme nous le voudrions. C’est ainsi que nous faisons appel à tous ceux qui voudraient participer à cette belle aventure à se joindre à nous comme partenaires pour donner plus de tonus à l’univers du documentaire.

L.C.K. : Tenir un festival comme vous l’avez dit sans budget, il semble que cela tient vraiment du miracle ...

D.B. : Un miracle, oui ! Si nous n’étions pas bien entourés, épaulés par des bénévoles dévoués, il y aurait eu un relâchement. Dans notre cas, nous avons travaillé avec des jeunes qui se donnaient corps et âme. Mais au-delà de cette bonne volonté qui a permis déjà de faire ce qui a pu l’être, il faut du financement si nous voulons atteindre plus de personnes, avoir un public plus large et l’étendre à d’autres provinces et ne pas se cantonner rien qu’à Kinshasa. Les besoins sont énormes mais à chaque fois, nous sommes obligés de réduire nos ambitions pour faire le festival alors que ce devrait être une fête et que pour bien fêter, il faudrait réunir tous les moyens nécessaires. Nous y travaillons et gardons espoir que les choses changent dans les années à venir.

Propos recueillis par Nioni Masela



«The rumba kings», film d’ouverture de la 4e édition du festival Vision documentaire à l’Institut français/DR

COP 27

La RDC a consolidé son leadership africain et mondial à Sharm-el-Cheik

De la participation de la République démocratique du Congo (RDC) à la Conférence des Parties à la Convention Cadre des Nations unies sur le changement climatique (COP) tenue du 6 au 20 novembre dernier à Sharm-el-Cheikh, en République arabe d’Egypte, il en a été question au cours de la 78e réunion du Conseil des ministres qu’avait présidé, le 25 novembre en visioconférence, le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo.

Le Conseil des ministres, à en croire le compte-rendu ayant sanctionné cette réunion virtuelle, a entendu le rapport fait au sujet de la participation de la RDC à la COP 27 par la vice-Première ministre, ministre de l’Environnement et Développement durable, Eve Bazaïba. De son exposé, il en est ressorti que la participation de la RDC à cette

rencontre internationale aura été un franc succès. Le pays a, en effet, saisi l’opportunité lui offerte par la COP 27 pour consolider son leadership africain et mondial, notamment sur des questions ayant trait à la lutte contre le changement climatique.

La co-organisation par la RDC, en synergie avec la République arabe

d’Egypte, des travaux préparatoires de la COP27 à Yangambi, du 5 au 7 septembre pour le segment scientifique, et à Kinshasa du 3 au 5 octobre, est une belle illustration de la place prépondérante qu’occupe de plus en plus ce pays dans la lutte contre le réchauffement climatique.

La vice-Première ministre, ministre de l’Environne-

ment et Développement durable a clôturé son intervention en présentant au Conseil les résultats obtenus après les activités entreprises par la RDC au cours de ces assises. Il s’agit notamment de l’acquisition d’une grande visibilité diplomatique et environnementale ; de la mise en place du groupe de travail RDC - Etats-

Unis d’Amérique à travers une déclaration commune; de la mise sur pied de l’alliance tripartite RDC-Brésil-Indonésie et de la signature d’un partenariat avec Global Threes pour accompagner les efforts de reboisement par le gouvernement congolais. Le Conseil des ministres a pris acte de cette note d’information.

Alain Diasso

SOMMET ETATS-UNIS /AFRIQUE

Quatre pays africains déclarés «persona non grata» par Washington

Les États-Unis d'Amérique accueilleront quarante-neuf chefs d'État africains et l'envoyé de l'Union africaine à Washington pour un sommet, du 13 au 15 décembre.

Washington voit dans le sommet avec l'Afrique une opportunité de renforcer les liens avec ce continent. Cependant, quatre pays n'ont pas été conviés, notamment le Mali, le Burkina Faso, le Soudan et la Guinée, mais des organisations de la société civile de ces pays seront présentes. Le sommet démarrera avec un avantage, après que la version Russie-Afrique ne s'est pas concrétisée. Les États-Unis et la Russie se considérant comme des rivaux dans leur approche de l'Afrique et la guerre en Ukraine a rendu l'environnement plus tendu.

Pour l'assistant spécial du président et conseiller principal du Conseil de sécurité nationale pour le sommet des dirigeants États-Unis-Afrique, Dana Banks, « ce sommet reflète la stratégie américaine envers l'Afrique subsaharienne, qui met vraiment l'accent sur l'importance cruciale de la région pour relever les défis déterminants de cette époque. Les habitudes de vote de l'Afrique à l'Assemblée générale des Nations unies

sur la guerre en Ukraine sont un indicateur des intérêts du continent ». Selon Washington, c'était un signal d'alarme car le continent n'avait pas condamné la Russie. En tant que tel, le sommet considérerait que « *l'Afrique est un acteur géopolitique clé, qui façonne notre présent et façonnera notre avenir* », a-t-elle souligné.

Les États-Unis chercheraient à « *s'engager d'une manière mutuellement respectueuse et qui met vraiment en évidence et renforce nos priorités communes* », a expliqué Dana Banks. Le Mali, le Burkina Faso, le Soudan et la Guinée purgent des suspensions en raison du transfert illégal de pouvoir par des coups d'État. Le Zimbabwe, qui a été snobé l'année dernière, a été invité au sommet, mais le président Emmerson Mnangagwa ne peut pas y assister, en raison de restrictions de voyage. Il sera remplacé par le ministre des Affaires étrangères, Fredrick Shava, ancien envoyé de l'ONU à Washington.

Noël Ndong

ENVIRONNEMENT

L'Unesco désigne onze nouvelles réserves de biosphère

L'Unesco a approuvé la désignation de onze nouvelles réserves de biosphère dans neuf pays, dont pour la première fois la Géorgie, le Tchad et la Zambie.

Deux réserves de biosphère existantes en Espagne ont également été agrandies. Le réseau mondial des réserves de biosphère compte désormais 738 sites dans 134 pays avec ces nouvelles désignations.

Les 11 nouvelles réserves de biosphère

- 1- Réserve biosphère de la Sunshine Coast (Australie)
- 2- Réserve de biosphère de Douma-Rey (Cameroun)
- 3- Réserve de biosphère de Sena Oura (Tchad)
- 4- Réserve de biosphère de Dedoplistskaro (Georgie)
- 5- Réserve de biosphère de trois rivières Alazani (Georgie)
- 6- Réserve de biosphère de Bourabaï (Kazakhstan)
- 7- Réserve de biosphère de Markakol (Kazakhstan)
- 8- Réserve de biosphère du lac Khövsgöl (Mongolie)
- 9- Réserve de Biosphère de Harrat Uwayrid (Arabie Saoudite)
- 10- Réserve de biosphère des marais de Kafué (Zambie)
- 11- Réserve de biosphère de Chimanimani (Zimbabwe)

Depuis 51 ans, l'Unesco s'efforce de concilier l'activité humaine avec la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité à travers son Programme sur l'Homme et la biosphère. Je suis ravie de voir trois nouveaux États membres se joindre cette année à ce réseau utile et puissant. Grâce à ces nouvelles désignations, les réserves de biosphères de l'Unesco couvrent désormais une surface protégée de plus 1,3 million de km² à l'échelle mondiale», a déclaré la directrice générale de l'Unesco, Audrey Azoulay. Les réserves de biosphère sont au cœur du travail de recherche et de sensibilisation de l'Unesco visant à encourager les pratiques innovantes en matière de développement durable et à favoriser la compréhension, la valorisation et la sauvegarde de l'environnement vivant par les communautés et les États membres de l'organisation.

N.Nd.

RÉSEAUX SOCIAUX

Facebook va retirer les opinions religieuses et politiques sur le profil dès le 1er décembre

Meta a débuté une campagne de communication pour informer certains utilisateurs Facebook qu'il allait supprimer un certain nombre d'informations très personnelles sur les pages profils, notamment leur opinion religieuse, politique ainsi que leur orientation sexuelle.

La suppression sera effective dès le 1er décembre prochain. Meta a confirmé cette information en indiquant : « Dans le cadre de nos efforts pour rendre Facebook plus facile à utiliser, nous supprimons une poignée de champs de profil : intéressé par opinions religieuses, opinions politiques et adresse. Nous envoyons des notifications aux personnes qui ont rempli ces champs. Ce changement n'affecte pas la capacité de quiconque à partager ces informations sur lui-même ailleurs sur Facebook ». Une bonne chose pour les utilisateurs. Les réseaux sociaux connaissent tout, ou presque de nous. Sur Facebook, peut-être avez-vous renseigné sur vos orientations politique, religieuse et sexuelle. Le réseau cachera bientôt ces renseignements sur les profils. Meta a confirmé le retrait des adresses, les mentions « intéressé par » (qui veut dire l'orientation sexuelle), l'orientation politique et religieuse dans les profils Facebook à compter du 1er décembre.

Cette initiative vise à rendre Facebook « plus simple dans sa navigation et son utilisation », a déclaré un porte-parole. Ceux qui ont renseigné tout ou une partie de ces informations recevront une notification

concernant ce changement à partir du 1er décembre. Quant aux autres détails que l'on a pu fournir, comme des informations de contact ou statut de couple, ils resteront en place. Tout détenteur du compte Facebook pourra télécharger une copie de ses données avant cette date si l'on veut absolument les conserver.

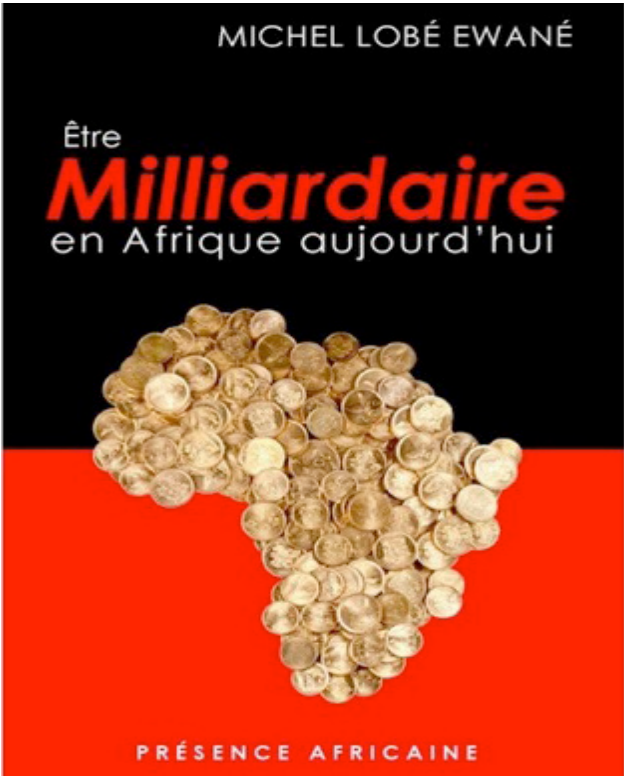
Cette décision n'aura pas d'impact pratique sur l'usage en lui-même du réseau, sauf qu'elle réduira le scroll dans la section « contact et informations basiques », mais cela pourrait refléter un changement d'attitude en ce qui concerne la confidentialité. Facebook avait inclus ces sections au tout début du réseau social, lorsque les utilisateurs étaient plus enclins à partager des détails très personnels. Aujourd'hui, confidentialité et vie privée sont les maîtres mots, Meta s'est, d'ailleurs, beaucoup intéressée à ce sujet ces dernières années, avec un accent sur la messagerie privée et l'augmentation de la sécurité. Certains utilisateurs sont moins enclins à partager leurs informations sur leur profil à une époque où le harcèlement et l'espionnage en ligne sont devenus légions.

N.Nd.

VIENT DE PARAÎTRE

“Être milliardaire en Afrique aujourd’hui” de Michel Lobé Ewané

L'ancien rédacteur en chef de «Forbes», Michel Lobé Ewané, livre un essai intitulé “Être milliardaire en Afrique aujourd’hui” paru aux éditions Présence Africaine.



La couverture du livre «Etre milliardaire en Afrique aujourd'hui»

Pour ses recherches, l'auteur remonte depuis l'histoire de la richesse en Afrique, tout aussi vieille que celle de l'humanité. Une histoire qui a été écrite notamment par le roi Mansa Moussa qui régna au début du XIVe siècle sur l'empire du Mali. Celui-ci est considéré comme l'homme le plus riche de tous les temps. Son règne souligne combien la richesse et la fortune sont des réalités qui ont une signification, une symbolique et une histoire en Afrique.

Or, il constate aujourd'hui, alors que de plus en plus d'hommes et de femmes d'affaires africains, riches, refaçonnent, transforment et bâtissent le continent en créant des emplois, combien leur image et leur légitimité sont souvent sujettes à caution.

De ce fait, dans «Etre milliardaire en Afrique aujourd'hui», Michel Lobé Ewané a choisi de leur rendre justice, à travers des témoignages et des enquêtes menées auprès de ces personnalités du monde des finances, des mines, des télécommunications et de l'industrie.

Une newsletter accompagnera et permettra au lecteur de s'engager dans une aventure culturelle unique.

Le journaliste Michel Lobé Ewané a eu une longue expérience acquise notamment à la BBC à Londres, où il a travaillé pendant une dizaine d'années, à TV5 Monde à Paris et à Mutations, quotidien camerounais dont il a été le directeur général. Aujourd'hui managing director pour l'Afrique du financier américain, Joseph Sassoon group, il exerce aussi les fonctions de conseiller du Cheikh Ahmed Bin Faisal Al Qassimi de Dubaï.

Marie Alfred Ngoma

FORUM SUR L'ARCHITECTURE FRANCOPHONE

Le rendez-vous de Brazzaville a tenu ses promesses

Réunis du 26 et 27 novembre à Brazzaville, sur le thème « L'architecture pour le bien-être ; réparer la ville », les participants au Forum sur l'architecture francophone ont esquissé quelques pistes de solutions pour lutter contre l'extension et l'occupation anarchique des villes.

Organisé par l'Ordre des architectes du Congo (OAC) en partenariat avec la Fédération des architectes francophones d'Afrique (Fafa), l'Alliance des architectes francophone du monde et l'Union internationale des architectes, la rencontre couplée à l'assemblée générale de la Fafa a connu la participation de plusieurs délégations. Il s'agit, entre autres, du Bénin, du Burkina Faso, du Cameroun, de la Centrafrique, du Gabon, du Mali, de la Tunisie, du Togo, du Maroc et de la Côte d'Ivoire.

Un forum animé par un panel de professionnels à travers la problématique générale « L'architecture pour le bien-être : réparer la ville ». Du président de la Fafa, Fodé Diop, à l'Algérienne Mohammed Abdelh Halim Faïdi en passant par les Congolais Jean Philippe Badinga et Antoine Bokolojoué et à la Tunisienne Leyla Ben Jeddou, tous ont convaincu l'assistance que les villes ont réellement besoin d'être réparées.

Le président de l'OAC a rappelé que Brazzaville qui a accueilli ce rendez-vous connaît une forte croissance démographique et un fort rajeunissement de sa population. En effet, du fait de l'arrivée massive des nouvelles générations, la capitale congolaise, tout comme d'autres villes de la sous-région, fait face à un double défi. Il s'agit notamment de maîtriser l'extension de l'espace urbain liée à la croissance démogra-



phique, et de répondre de manière cohérente et anticipée aux aspirations d'une jeunesse porteuse de dynamisme et de créativité. « La diversité culturelle est l'héritage commun de l'humanité en tant que forme incontestable d'identité et étant le facteur clé d'un développement responsable sur le plan architectural. C'est pour cela que le savoir et la profession des architectes sont impliqués dans le temps, l'espace, la technologie, la pédagogie et aujourd'hui, sur l'irréversibilité du changement climatique, l'intégration des sources d'énergie renou-

velables, itinéraires obligatoires dans la conception architecturale et urbaine, devant permettre tant soit peu de réparer nos villes », a rappelé Antoine Béli Bokolojoué.

Améliorer l'attractivité des villes congolaises

Il a, par ailleurs, invité les architectes à s'impliquer davantage en mettant à profit leur génie créateur, leur énergie et leur créativité dans la recherche des solutions aux problèmes que connaissent les villes. D'après lui, le thème du forum de Brazzaville est d'actualité, car réparer la ville, c'est aussi créer un lien

personnel entre l'humain et son territoire. « Une attache presque intime afin de lutter contre la destruction quasi systématique de la ville. Réparer la ville en changeant le regard sur un lieu plutôt qu'en le rasant. Puissent les travaux de notre forum ressusciter l'engouement collectif, en vue de rebâtir nos villes qui ne cherchent qu'à être reconstruites avec les exigences des temps actuels. L'architecture est notre religion, notre sacerdoce », a-t-il conclu. Le président du Conseil départemental et municipal de Brazzaville, Dieudonné Bantsimba, de son côté,

a indiqué que le choix du thème du forum répondait non seulement au cadre général des Objectifs du développement durable, mais aussi à la politique générale d'urbanisme pour laquelle le président de la République du Congo s'y emploie. Le but étant d'améliorer l'attractivité des villes pays ainsi que le bien-être de la population. « A l'heure où le monde et principalement nos villes subissent les effets néfastes du changement climatique, d'un développement rapide et d'une occupation anarchique, ce rendez-vous des bâtisseurs, des acteurs de l'urbain revêt une importance particulière pour une réflexion sur l'avenir de nos villes et plus largement de notre environnement », a rappelé le député maire de Brazzaville.

Consciente de l'importance des architectes, la République du Congo a décidé de confier la réflexion sur ses cités urbaines aux professionnels de la ville. Dieudonné Bantsimba a assuré les participants que le Congo confiera également l'implémentation des solutions aux mêmes professionnels. Il a, enfin, formulé le vœu que la Fafa continue d'appuyer les structures étatiques et non étatiques, ainsi que les collectivités locales dans la réflexion de haute qualité, afin de réparer les villes africaines en pleines difficultés.

Parfait Wilfried Douniama

VIH/SIDA

L'Unicef avertit les gouvernements du monde sur la stagnation des progrès liés à la lutte

Prélude à la commémoration, le 1er décembre, de la Journée mondiale de lutte contre le sida, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) a publié, le week-end dernier, sa dernière enquête de cette année sur la maladie. L'expertise souligne que les progrès liés à la prévention et au traitement des enfants ainsi que des femmes enceintes ont stagné cette année.

Avertissant les Etats et les experts œuvrant dans le domaine de la santé sur le manque de nouvelles stratégies capables d'améliorer les techniques de prévention et de traitement, l'institution onusienne a insisté sur le fait que les progrès en matière de prévention et de traitement du VIH pour les enfants, adolescents et femmes enceintes ont pratiquement baissé au cours des trois dernières années. Et, de nombreux pays n'ont toujours pas atteint la couverture des services de santé.

« Cela vient s'ajouter à un écart existant et croissant dans le traitement entre les enfants et les adultes », a précisé l'Unicef, en spécifiant qu'environ 110 000 enfants et adolescents, dont l'âge varie entre 0 à 19 ans, sont morts de causes liées au sida en 2021. 310 000 autres personnes ont été nouvellement infectées, chiffrant le nombre total de jeunes vivant avec le VIH à environ deux mil-

lions. « Bien que les enfants aient longtemps pris du retard sur les adultes dans la riposte au sida, la stagnation observée au cours des trois dernières années est sans précédent, mettant trop de jeunes vies en danger de maladie et de mort », a déclaré l'une des responsables de l'Unicef, Anurita Bains. Pour elle, les enfants passent entre les mailles du filet, parce que le monde échoue collectivement à les trouver, à les tester et à leur faire suivre un traitement qui leur sauverait la vie. Et, chaque jour qui passe sans progrès, plus de 300 enfants et adolescents perdent leur combat contre le sida. Les enfants représentent 17% de tous les décès liés au sida. Selon l'organisation onusienne, bien qu'ils ne représentent que 7% de l'ensemble des personnes vivant avec le VIH, les enfants et adolescents ont représenté 17% de

tous les décès liés au sida et 21% des nouvelles infections à VIH en 2021. « Mettre fin au sida chez les enfants et adolescents restera un rêve lointain. A moins que les moteurs des inégalités ne soient traités », ajoute l'Unicef. Donnant les statistiques de la maladie chez chaque catégorie d'âge, l'Unicef a précisé que les nouvelles infections à VIH chez les jeunes enfants de 0 à 14 ans ont chuté de 52% entre 2010 et 2021, tout comme les nouvelles infections chez les adolescents de 15 à 19 ans ont également chuté de 40%. De même, la couverture du traitement antirétroviral à vie chez les femmes enceintes vivant avec le VIH est passée de 46% à 81% en une seule décennie. « Alors que le nombre total d'enfants vivant avec le VIH est en baisse, l'écart de traitement entre les enfants et les adultes continue de croître. Dans les pays prioritaires pour le VIH de l'Unicef, la

couverture du traitement antirétroviral pour les enfants était de 56% en 2020 mais est tombée à 54% en 2021. Cette baisse est due à plusieurs facteurs, notamment la pandémie de Covid-19 et d'autres crises mondiales, qui ont accru la marginalisation et LA pauvreté », indique encore l'Unicef, déplorant que de manière alarmante, le pourcentage d'enfants âgés de 0 à 4 ans vivant avec le VIH et non sous traitement antirétroviral a augmenté au cours des sept dernières années, atteignant ainsi 72% en 2021, soit le même niveau qu'en 2012. Beaucoup de pays ont connu des baisses de la couverture du traitement chez les femmes enceintes et allaitantes. « À l'exception de l'Afrique de l'Ouest et du centre, qui continue de subir le fardeau le plus élevé de la transmission mère-enfant, aucune des régions susmentionnées n'a retrouvé les niveaux

de couverture atteints en 2019. Ces perturbations mettent la vie des nouveau-nés en danger. En 2021, plus de 75 000 nouvelles infections infantiles se sont produites parce que les femmes enceintes n'ont pas été diagnostiquées et mises sous traitement », précise l'expertise de l'Unicef. Elle conclut qu'avec un engagement politique renouvelé pour atteindre les plus vulnérables, un partenariat stratégique et des ressources pour intensifier les programmes, l'on peut mettre fin au sida chez les enfants, les adolescents et les femmes enceintes. Notons que la Journée mondiale de lutte contre le sida est organisée le 1er décembre de chaque année, afin de sensibiliser à l'importance d'apporter un soutien aux personnes vivant avec le VIH/sida et de rendre hommage à celles qui ont perdu la vie à cause de cette pandémie.

Rock Ngassakys

CRÉDIT IMMOBILIER

La BAD va appuyer la BCH à financer l'accès au logement

La Banque africaine de développement (BAD) entend accompagner la Banque congolaise de l'habitat (BCH) dans la mobilisation des investisseurs immobiliers. Sa délégation a été reçue à ce propos, le 24 novembre à Brazzaville, par le ministre de la Construction, de l'Urbanisme et de l'Habitat, Josué Rodrigue Ngounimba.

Les deux parties ont évoqué au cours des discussions les questions relatives à l'accès au crédit immobilier, la mobilisation des financements à long terme et les modalités de partenariat. Il s'agit de renforcer les capacités de la BCH à pouvoir faciliter l'accès au logement et au financement des projets immobiliers en République du Congo. L'intervention de la BAD fait suite à une demande formulée par les autorités congolaises, a indiqué son économiste pays, Antoine-Marie Tioye. L'accompagnement annoncé couvrira l'ensemble des politiques de logement, de l'habitat et de financement. Créée en 2008 par le gouvernement congolais, la BCH est la première institution financière dédiée au secteur immobilier au Congo. « *Évoluant dans un environnement qui est concer-*

né par le ministère sectoriel, la BCH doit se situer dans la stratégie nationale que le gouvernement a mise en place. C'est une dynamique qui vient de commencer à travers ces discussions. Nous n'allons pas nous arrêter là, d'ici à la fin d'année, tout sera mis en place de sorte qu'à partir de 2023 qu'on commence à dérouler les activités proprement dites », a fait savoir Antoine-Marie Tioye. Rappelons que l'amélioration de la qualité de vie des Africains fait partie des cinq priorités de la BAD. Les ressources sont disponibles, a ajouté l'économiste pays de la BAD, précisant qu'il faut seulement accompagner la BCH à mobiliser de bonnes ressources pour ce secteur assez particulier qui a besoin des financements à long terme.

Fiacre Kombo

TRAFIC DU BOIS

Déploiement du système informatisé de vérification en 2023

Le Congo progresse dans les réformes de son secteur forestier, avec le projet d'installation du Système informatisé de vérification de la légalité du bois (SIVL). Les dépenses liées au déploiement de ce logiciel sont même inscrites au budget de l'État pour l'année 2023.

La seizième session du comité conjoint de mise en œuvre de l'Accord de partenariat volontaire pour l'application des réglementations forestières, la gouvernance et les échanges commerciaux (APV-Flegt), entre l'Union européenne (UE) et le Congo, tenue du 22 au 24 novembre à Brazzaville, a noté des progrès. Il s'agit de la meilleure implication du processus de réforme par les parties prenantes (les pouvoirs publics, les sociétés forestières et la société civile). Entamé depuis plusieurs années déjà, le processus de l'opérationnalisation du SIVL devra contribuer à la transparence et la traçabilité dans le commerce du bois congolais vers le marché européen. Toutes les données réelles d'exploitation forestière vont être insérées dans le système informatisé, de même que les sociétés forestières opérant dans le pays. Le logiciel est développé par les experts locaux qui vont également assurer le suivi du dispositif. D'après l'ambassadeur de l'UE au Congo, Giacomo Durazzo, le principal défi demeure le plein déploiement du SIVL. « *Il me semble par-*

ticulièrement important de nous assurer que les investissements qui sont requis pour le déploiement du SIVL sont bien inscrits dans le budget national pour l'année 2023. Dans l'esprit d'allouer à cet important domaine de réforme de l'Etat les ressources publiques additionnelles qui sont à la disposition du gouvernement en ce moment grâce à la hausse des prix du pétrole. L'UE et d'autres partenaires au développement restent, bien sûr, engagés pour compléter ces investissements et pour appuyer la mise en œuvre de ces réformes », a-t-il déclaré. L'an prochain marquera le dixième anniversaire de mise en œuvre du processus APV-Flegt au Congo. Le moment doit être reflété par les progrès réalisés et la preuve de l'ambition réelle du gouvernement d'aller vers la meilleure gouvernance du secteur forestier. La preuve en est l'adoption du nouveau code forestier de 2020, l'engagement de l'État congolais d'interdire l'exportation des grumes pour favoriser le développement de l'industrie de transformation du bois au niveau local, à

travers des zones économiques spéciales. « *Nous sortons de la COP 27 et vous savez toute l'importance des forêts pour le règlement des effets liés aux changements climatiques et pour la séquestration du carbone. Nous avons notre part à donner à l'humanité pour sauver la planète et donc nous devons avoir des ambitions dans le cadre de la gestion de nos écosystèmes forestiers. C'est cette volonté politique que nous avons affichée dans le cadre du partenariat avec l'UE* », a dit pour sa part la ministre Rosalie Matondo. Le comité a, enfin, insisté sur le suivi des projets en cours de réalisation, à savoir la mise en place d'une équipe complète d'experts techniques du cabinet Agreco pour appuyer la mise en œuvre du SIVL ; le recrutement d'auditeurs indépendants du système ; la mise en place d'une observation indépendante au sein de la société civile (observation mandatée et non-mandatée) et la représentation ainsi que la participation du secteur privé dans le processus pour la mise en œuvre de l'APV-Flegt.

F.K.

DROITS DES ENFANTS

Le Reiper sensibilise à la nécessité de mieux protéger les adolescents

Le Réseau des intervenants sur le phénomène des enfants en rupture (Reiper) a célébré en différé, les 25 et 26 novembre à Brazzaville, en partenaire d'Apprentis d'Auteuil, la Journée internationale des droits de l'enfant (Jide), commémorée le 20 novembre de chaque année.

Placée sur le thème « La protection des enfants contre la violence », la 33e édition de la Jide a donné lieu à une table ronde et un festival. Organisée dans le cadre du projet « To batela bana » : promotion, respect et mise en œuvre des droits des enfants en République du Congo, cette double activité a permis au Reiper de sensibiliser la population congolaise à la nécessité de mieux protéger les enfants qui sont souvent victimes de violences. « Notre pays a ratifié la Convention internationale des droits de l'enfant. Nous travaillons aux côtés des pouvoirs publics à pouvoir mettre en œuvre les droits des enfants. Il ne faut pas que les enfants soient victimes des violences, ils doivent aller à l'école, être soignés et vivre dans des familles. C'est pour cela que nous travaillons », a expliqué le coordonnateur national du Reiper, Joseph Bikié Likibi. Outre la Convention internationale des droits de l'enfant, la République du Congo a pris



Joseph Bikié Likibi sensibilisant les enfants/Adiac

en 2010 une loi portant protection de l'enfant. En effet, loi n° 4-2010 du 14 juin 2010 interdit, entre autres, l'emploi précoce, les pires formes de travail et toutes autres activités domestiques mettant en péril la santé physique ou mentale de l'enfant. Selon le

coordonnateur du Reiper, ces lois ne sont pas bien connues du grand public. D'où la nécessité d'en expliquer davantage d'autant plus qu'on ne peut pas appliquer quelque chose qu'on ne connaît pas. « Pendant la table ronde, les acteurs se sont rendus

compte qu'il y a beaucoup de gens qui ne connaissent pas les droits des enfants. Donc, c'est de notre devoir, aux côtés des pouvoirs publics, de renforcer les sensibilisations pour que dans les écoles, les quartiers, les départements, les Congo-

lais connaissent les lois qui protègent les enfants et que les enfants eux-mêmes aussi aient connaissance de ces lois », a poursuivi Joseph Bikié Likibi. Notons que le projet « To batela bana », financé par l'Union européenne, est porté par l'Apprentis d'Auteuil, une organisation non gouvernementale française qui existe depuis plus de 150 ans avec laquelle Reiper travaille depuis une vingtaine d'années. D'une durée de trois ans, ce projet qui prendra fin en 2024 est actuellement mis en œuvre à Brazzaville, Pointe-Noire et Kingoué, dans le département de la Bouenza. Son idéal est de s'étendre progressivement dans tous les départements. « Les enfants vulnérables, exclus, marginalisés, ce sont nos cibles. C'est pour eux que nous travaillons, que nous nous investissons, afin que leurs droits soient mis en œuvre et promus pour leur bien-être », a conclu le coordonnateur du Reiper. Parfait Wilfried Douniama

DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Une ZAP mixte en gestation à Bambou Mingali

Le ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche a visité, le 22 novembre, la Zone agricole protégée (ZAP) de Bambou Mingali, dans le district d'Ignié, département du Pool. Paul Valentin Ngobo est allé se rendre compte du niveau d'exécution des travaux de construction des porcheries et de poulaillers de cette ZAP mixte.

Selon le ministre, les travaux de construction des porcheries et des poulaillers sur une superficie de plus 100 hectares dont quarante destinés à l'élevage porcin et de la volaille avancent normalement. « Nous sommes ici au niveau de la ZAP avicole de Bambou Mingali. Il s'agit d'un lieu où des jeunes vont élever les poules pour produire les poulets de chair. Nous avons une dizaine de bâtiments avec une capacité de 2000 poussins par bâtiment, ce qui veut dire qu'on pourra en faire 20 000 par cycle. Si on considère qu'il y a six cycles par an, donc nous aurons beaucoup de poules qui sortiront d'ici », a expliqué Paul Valentin Ngobo. D'après le guichet unique des opérations transfrontalières, 2000 tonnes de poulets de chair contre 1000 tonnes de viande porcine ont été impor-



Une vue des poulaillersDR

tées en 2021 en République du Congo. Ces chiffres prouvent à suffisance que ces deux denrées alimentaires sont beaucoup consommées par les Congolais. Pour réduire ces importations, le gouvernement met œuvre le projet des ZAP mixtes. « Il s'agit d'un nouveau modèle, ici vous avez un modèle exemplaire que nous envisageons de multiplier à travers toutes les capitales, déjà Brazzaville et Pointe-Noire, mais aussi

quelques capitales départementales. Tout juste à côté, nous avons un autre terrain qui servira à l'installation d'une ZAP porcine. Parce qu'il faut savoir que le poulet de chair et la viande de porc sont deux viandes que nous importons de plus. Le ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche a décidé de contribuer également au renforcement de la production locale pour simplifier les importations

par une production locale», a poursuivi le ministre, précisant que le but est de multiplier les ZAP mixtes à travers le pays. Au regard du niveau d'exécution des travaux, le gouvernement entend passer sous peu des commandes du matériel et procéder au recrutement des jeunes éleveurs avant l'achat des poussins. La formation des éleveurs de cette ZAP s'effectuera au Centre de vulgarisation des techniques d'élevage

(CVTE) de Kombé. Le CVTE a, en effet, été créé en 2004 sous les cendres de l'ex-ferme d'Etat de Kombé, fruit de la coopération sino-congolaise. « Il y aura une phase de sélection et de formation des jeunes et nous envisageons de mobiliser notre centre qui est à Kombé pour les former à l'agriculture et à l'élevage des porcs. Nous sommes à un niveau très avancé et la ZAP ouvrira bientôt ses portes », a conclu Paul Valentin Ngobo. Actuellement, une cinquantaine de jeunes travaille au niveau de la ZAP mixte de Bambou Mingali. Le gouvernement y voit un lieu de création d'emplois. Il s'agit d'un modèle qui contribue, à en croire le ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, à la réduction du chômage d'autant plus qu'il y a une chaîne qui va s'établir.

Parfait Wilfried Douniama

ENVIRONNEMENT

L'eau, puissant marqueur du changement climatique

Toutes les régions du monde ont connu des phénomènes météorologiques extrêmes liés à l'eau l'année dernière et des milliards de personnes souffrent encore d'un accès inadéquat au précieux liquide, mettent en garde les Nations unies. En Afrique, le fleuve Congo accuse un débit inférieur à la normale.

De vastes zones de la planète ont enregistré des conditions plus sèches que la normale en 2021 sous l'influence du changement climatique et du phénomène météorologique de la Nina, indique l'Organisation météorologique mondiale dans son premier rapport annuel sur l'état des ressources mondiales en eau. Ce bilan annuel vise à évaluer les effets des changements climatiques, environnementaux et sociétaux sur les ressources en eau de la Terre et aider à surveiller comme à gérer des ressources mondiales en eau douce limitées dans un contexte de demande croissante. Actuellement, 3,6 milliards de personnes sont confrontées à un accès insuffisant à l'eau au moins un mois par an. Ce chiffre devrait passer à plus de cinq milliards d'ici à 2050, selon le rapport, qui rappelle aussi qu'entre 2001 et 2018, 74% de toutes les catastrophes naturelles étaient liées à l'eau. Au regard de la moyenne hydrologique sur trente ans, de vastes régions du globe ont enregistré des conditions plus sèches que la normale en 2021. C'est le cas du Rio de la Plata, en Amérique du Sud, qui connaît une sécheresse persistante depuis 2019, le sud et le sud-est de l'Amazonie, et des bassins d'Amé-

rique du Nord, notamment ceux des fleuves Colorado, Missouri et Mississippi. En Afrique, le débit de fleuves tels que le Congo, le Niger, la Volta, le Nil a été inférieur à la normale en 2021. Il en est allé de même dans certaines zones de la Fédération de Russie, de l'ouest de la Sibérie et de l'Asie centrale. L'Ethiopie, le Kenya et la Somalie connaissent une grave sécheresse après plusieurs années consécutives de précipitations inférieures à la moyenne. A l'inverse, des inondations importantes ont fait de nombreuses victimes, notamment en Chine dans la province du Henan, dans le nord de l'Inde, en Europe de l'ouest et dans des pays touchés par des cyclones tropicaux, comme le Mozambique, les Philippines et l'Indonésie. Le rapport rappelle aussi que la cryosphère - glaciers, couverture neigeuse, calottes glaciaires et pergélisol - est le plus grand réservoir naturel d'eau douce au monde. Environ 1,9 milliard de personnes vivent dans des zones où l'eau est fournie par les glaciers et la fonte des neiges. Au niveau mondial, la fonte des glaciers s'est poursuivie en 2021 et s'accélérait.

D'après AFP

PROTECTION DES CONSOMMATEURS

Des leaders associatifs initiés aux techniques d'alerte

Vingt-cinq membres du Réseau des associations des consommateurs ont été formés, les 25 et 26 novembre à Brazzaville, à l'animation communautaire. L'activité a permis aux participants d'échanger sur les moyens d'impliquer les communautés dans la recherche des solutions au problème de qualité et de prix.

Initiateur de l'atelier de formation sur l'animation communautaire, l'Observatoire congolais des droits des consommateurs (O2CD) entend jouer sa partition dans la promotion de produit de qualité, la lutte contre la vie chère et d'autres freins aux droits des consommateurs observés ces derniers temps. L'objectif global de l'activité, a indiqué le secrétaire exécutif de l'O2CD, Mermans Babounga, est d'outiller

établi montre que les consommateurs ne connaissent pas les associations qui militent, pourtant, pour la défense de leurs intérêts. Donc, nous avons le devoir de nous rapprocher de ces communautés, pour présenter notre mission et le processus d'appui-conseil que nous pouvons apporter auprès des consommateurs », a estimé Mermans Babounga. L'avantage de l'animation com-

« Le diagnostic établi montre que les consommateurs ne connaissent pas les associations qui militent, pourtant, pour la défense de leurs intérêts. Donc, nous avons le devoir de nous rapprocher de ces communautés, pour présenter notre mission et le processus d'appui-conseil que nous pouvons apporter auprès des consommateurs »

les membres du réseau afin qu'ils puissent mieux communiquer et améliorer la visibilité de leurs associations au sein de leurs communautés respectives. Il s'agit de renforcer leurs capacités à donner l'alerte et à consolider le lien entre les associations membres du réseau ainsi que les communautés. « Le diagnostic

munautaire, d'après la formatrice Olga Mireille Kabanabandza, est qu'elle permet de donner vie à la communauté, de conscientiser la population, y compris de faire participer les membres au sujet de droit sur lequel l'association des consommateurs va travailler, afin de trouver ensemble les solutions. Les moyens utilisés sont

souvent les échanges, les affiches, les réseaux sociaux... « L'animation communautaire est un outil au service des organisations de la société civile, tel que le réseau des associations des consommateurs, qui leur permet de pouvoir rentrer en contact avec les groupes de personnes et d'aider à mettre en place un certain nombre d'initiatives en lien avec leurs besoins de base. Les bénéficiaires de la formation sont désormais aguerris à mener une sensibilisation de qualité auprès de leurs bases », a martelé cette intervenante. Rappelons que la session de renforcement des capacités opérationnelles s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Renforcement de la structuration du réseau des associations des consommateurs pour améliorer la mobilisation et la protection des consommateurs au Congo » conduit par l'O2CD et financé par l'ambassade de France au Congo. Bénéficiaires du programme, Manguida Orsili et Brunel Lindolo ont salué l'initiative et promis de capitaliser les connaissances acquises au cours des deux journées de formation.

Fiacre Kombo

MÉDIAS

Les pigistes boudent leur quota d'intégration

Suite au quota de dix places accordées cette année au ministère de la Communication et des Médias pour l'intégration des journalistes bénévoles à la Fonction publique, le collectif des pigistes a saisi récemment le bureau de l'Assemblée nationale pour lui exprimer son désarroi.

A cet effet, la commission Education, culture, science et technologie de cette chambre du parlement a interpellé le ministre de tutelle, Thierry Mougalla, le 24 novembre, qui a fait savoir que cela est dû au manque de ressources. Des centaines de journalistes, techniciens et assimilés sont à ce jour en attente d'intégration à la Fonction publique. Mais, pour le recrutement prévu au titre de cette année 2022, ce ministère n'a réservé que dix places qui devraient être réparties entre la Télévision nationale, Radio Congo, Radio Brazza, l'Agence congolaise de l'information, la Nouvelle République, l'Imprimerie nationale et la télédiffusion du Congo. Une équation difficile à résoudre pour le ministère de tutelle au regard du nombre de pigistes en instance d'intégration. Devant la Commission Education, culture, science et technologie de la chambre basse du Parlement que dirige Joseph Badiabio, le ministre de la Communication et des Médias a fait savoir que ce quota a été réduit à cause des problèmes financiers et que toutefois, il est conscient de la situation. « Ces jeunes dont certains sont des bénévoles depuis plusieurs années voire une décennie, font un travail remarquable dans nos médias. Nous avons indiqué à la



Le ministre Thierry Mougalla Commission Education, culture, science et technologie la disponibilité du gouvernement à poursuivre l'intégration des pigistes, même si cela ne se fait pas au rythme souhaité, encore moins au nombre voulu. Mais à l'avenir, nous accélérerons le processus d'intégration des pigistes, en fonction de la disponibilité des ressources financières », a expli-

qué Thierry Lézin Mougalla. Le ministre de la Communication et des Médias a, par ailleurs, fait savoir que le gouvernement ne recrute plus à la Fonction publique par promotion depuis 1985. Les quelques intégrations qui se font ces dernières années s'opèrent dans le cadre des recrutements spéciaux.

Firmin Oyé

Des journalistes congolais s'imprègnent des normes ITIE

Plusieurs professionnels de la presse nationale et internationale ont échangé, le 24 novembre à Brazzaville, autour des principes de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE). La rencontre a permis aux participants de s'informer sur le rôle des acteurs de la société civile dans ce processus de transparence. L'engagement des organisations de la société civile (OSC) est l'une des principales exigences de l'ITIE-2019 (norme 1.3), obligeant tout gouvernement à garantir un environnement propice à la participation des OSC, en favorisant l'adoption des textes pertinents ainsi que de pratiques concrètes en vue de la mise en œuvre de l'initiative. L'atelier de sensibilisation à l'endroit des professionnels des médias visait à les outiller des normes de bonne gouvernance des ressources naturelles et de la culture de transparence. Il est censé permettre, d'après Arsène Bozire, le responsable du suivi-évaluation au Projet de réforme intégrée du secteur public (Prisp), aux journalistes de mieux angler leurs informations, de poser des questions de fond et de promouvoir la culture de transparence auprès de l'opinion publique. Les OSC constituent des parties prenantes dans la mise en œuvre des normes ITIE et les médias ont un rôle important à jouer dans leur vulgarisation, a rappelé Christian Mouzeo, le troisième vice-président du comité national de l'ITIE-Congo. « Nous avons voulu impliquer les médias dans l'exercice d'appropriation du protocole de la société civile, un outil qui doit leur permettre de participer librement aux débats relatifs à la gestion et la gouvernance des ressources naturelles. Les médias ont un rôle important à jouer dans la dissémination des données de l'ITIE. Sans la mise en œuvre de cette exigence, il est difficile d'être pays conforme à l'ITIE », a insisté ce militant de la société civile. Co-organisatrice de l'activité avec le comité national ITIE, l'unité de coordination du Prisp soutient les actions de la société civile. Cet accompagnement figure parmi les composantes du projet. C'est qu'après les médias, le Prisp a appuyé l'organisation d'un autre atelier de sensibilisation, le 25 novembre, à l'endroit des acteurs de la société civile. « Il convient donc de reconnaître qu'au regard de leur engagement à porter la voix des sans voix, il arrive que la société civile aborde des questions sensibles qui les exposent à un certain nombre de limites. Pour lui permettre de se prémunir de ces types de contraintes, l'ITIE a convenu de mettre en place une disposition particulière appelée protocole de la société contenue dans la norme de l'ITIE de 2019 », a justifié le troisième vice-président du comité national de l'ITIE. Le but de cette protection particulière, a-t-il ajouté, est d'accompagner la société civile dans son rôle de suivi-évaluation de la gouvernance des ressources naturelles. Fiacre Kombo et Lopelle Mboussa Gassia

VIE DES INSTITUTIONS

Le CCJ réaffirme sa volonté d'œuvrer de concert avec le Haut-commissariat à la justice restaurative

Le secrétaire exécutif du Conseil consultatif de la jeunesse (CCJ), Prince Michrist Kaba-Mboko, a eu un échange le 29 novembre à Brazzaville, avec le haut-commissaire à la Justice restaurative, à la prévention et au traitement de la délinquance juvénile, Adolphe Mbou-Maba.

Le haut-commissaire Adolphe Mbou-Maba a présenté à son hôte les activités déjà menées par sa structure, sanctionnées par les différentes descentes dans les arrondissements de Brazzaville, à Pointe-Noire, au Kouilou et à Gamboma dans les Plateaux. De son côté, le secrétaire exécutif du CCJ, Prince Michrist Kaba-Mboko, s'est dit disponible pour travailler de concert avec le haut-commissariat et a souhaité voir la coopération entre les deux structures s'accélérer davantage. Au-delà des projets développés par le haut-commissaire, le secrétaire exécutif de la CCJ a suivi la réaction des jeunes sur un support vidéo projeté à cette occasion. Il s'est montré attentif aux descentes effectuées par le haut-commissaire avant que celui-ci ne lui présente l'avant-projet de loi portant institution de la justice restaurative au Congo.



Le haut-commissaire Adolphe Mbou-Maba s'entretenant avec son hôte Selon le secrétaire exécutif du CCJ, il y a des projets qui ont déjà pris corps et qui ont commencé à être mis en place avec le haut-commissariat et son institution entend emboîter le pas. « Nous sommes le Conseil consultatif de la jeunesse et sommes ici au Haut-commissariat de la Justice restaurative, à la Prévention et au Traitement de la délinquance juvénile. Vous pouvez donc très bien vous rendre compte que ce sont les questions de jeunesse qui sont ici traitées aujourd'hui. Notre pays fait face à tout type de travers et il y a une jeunesse multiple et variée. Il y a ce qu'on appelle maintenant les « bébés noirs », les « Koulounas », a ex-

pliqué le secrétaire exécutif du CCJ à sa sortie d'audience. « En effet, on peut également noter une délinquance au niveau urbain et en milieu scolaire, ce qui est à déplorer. Toutes ces questions préoccupent le CCJ, c'est la raison pour laquelle il était important et urgent, quelques jours après notre prise de fonction, de venir au côté du Haut-commissariat pour saluer déjà ce qui a été fait dans ces différents domaines et dire aussi la disponibilité du Conseil d'œuvrer avec la Haut-commissariat et travailler de concert pour pouvoir faire avancer la cause juvénile », a poursuivi Prince Michrist Kaba-Mboko. Rappelons que le Premier ministre avait récemment visité dans la Bouenza et la Cuvette les centres de réinsertion des jeunes à Aubeville et Bokagna. Guillaume Ondze

TRIBUNE LIBRE

Le CIEHC/Terre d'école : l'éducation au cœur de toutes les transitions

La cinquième édition de la Conférence internationale et exposition sur les hydrocarbures au Congo (CIEHC) 2022 se tient du 30 novembre au 2 décembre, au Centre international de conférence de Kintélé, à Brazzaville, avec pour thème central « La transition énergétique du Congo : opportunités et défis ». Et si la dernière édition avait drainé des centaines de participants et des dizaines d'exposants ainsi que de pays, l'actualité brûlante devrait donner une plus grande aura et un plus grand impact à l'événement de Kintélé qui a déjà donné au Congo, et à tout le continent le projet pionnier « Terre d'école ».

Professionnels et experts se retrouvent pour échanger et plancher, trois jours durant, sur l'avenir du secteur de l'énergie, du pétrole et du gaz au Congo et en Afrique. Mais, peut-on vraiment délibérer sur ces questions capitales et trouver de vraies pistes de travail sans prendre en considération et inclure des propositions incontournables pour préparer l'avènement d'un monde plus juste, plus solidaire ayant l'homme et son épanouissement au cœur de toutes ses préoccupations ?

Si on veut une énergie verte, une économie verte, un développement vert, il faudra commencer par une école verte et en faire une vraie école de la vie, continue d'assener l'infatigable présidente de Terre d'école, Maria Maylin, qui sillonne la planète pour expliquer et convaincre de la pertinence du projet qu'elle porte.

Arrivant directement de la COP27 en Egypte et du Sommet de la Francophonie de Tunisie à Brazzaville où est né le projet d'écoles vertes pilotes pour le Congo et pour les pays africains, elle s'emploie à rappeler à tous les résultats et les besoins immédiats du projet inspiré par les idées visionnaires du président Denis Sassou N'Guesso. Ce projet reste, en effet, le fleuron d'un partenariat judicieux et novateur entre les autorités congolaises et leurs partenaires du secteur de l'énergie.

La transition, Terre d'école y a appelé et a commencé à la mettre en œuvre depuis le lancement du concept à « Rio+20 » et la parution de l'ouvrage du président «L'Afrique, enjeu de la planète les nouveaux défis du développement durable» et celle de la collection des albums jeunesse Gondwana avec son manuel pédagogique. Le travail titanesque de négociations, de préparation avec les partenaires publics et privés et la mise en œuvre ainsi que la réalisation de ce projet-pilote à Kintélé ont connu des étapes difficiles ainsi que bon nombre d'obstacles qu'il a fallu surmonter.

L'éducation n'est plus un luxe mais une vraie course de fond à laquelle on se livre aujourd'hui. Repenser nos modes de fonctionnement comme le propose Terre d'école pour faire face aux défis du développement et de préservation de notre environnement en rationalisant nos rapports avec la planète, c'est aussi répondre aux nécessités de mieux se comprendre, d'accepter les différences des uns et des autres avec pour dénominateur commun unique l'accès à un apprentissage multiforme pour ouvrir les esprits ainsi que les voies du savoir, qu'il soit ancestral ou ancré dans la vie moderne.

Pour réussir cette transition impérative, il s'agit, en effet, de mobiliser et d'opérationnaliser l'expérience cumulée d'un legs inestimable tout en se projetant dans un avenir qui reste à inventer. Les leçons intemporelles de « Gondwana » devront se conjuguer avec les outils technologiques d'aujourd'hui pour faire en sorte que les jeunes puissent s'approprier le monde dans une nouvelle forme de mondialisa-

tion plus juste et plus inclusive et qu'ils puissent laisser aux générations futures une planète et une humanité plus doli-daires et moins malmenées.

Ces ambitions de Terre d'école n'ont pas cessé d'être clamées haut et fort, à la face du monde, de Rio à Sharm el Sheikh, parce que la réponse aux défis planétaires des changements climatiques et du développement durable passent, forcément et inéluctablement, par la sensibilisation et une éducation responsable adaptée aux impératifs actuels et ceux à venir pour former et préparer la jeunesse, les décideurs de demain, afin d'assurer la pérennité d'une planète très mal en point et de pouvoir répondre, de manière rationnelle et durable, aux besoins d'une démographie galopante.

Le CIEHC qui se tient sous le haut patronage du président de la République du Congo se déroule dans le contexte d'un regain d'intérêt mondial remarquable pour le gaz naturel et le GNL congolais et africain, et interpelle tous les acteurs traditionnels ainsi que les décideurs, les experts et les investisseurs actuels et potentiels qui sont appelés à repenser leurs stratégies et le rôle du Congo et de la sous-région à la lumière des bouleversements en cours et qui ont changé la donne à tous les niveaux.

Il s'agit tout simplement de coaliser les efforts pour stimuler effectivement la transition énergétique et d'en affecter une partie des bénéfices au développement du pays et de la sous-région par la diversification nécessaire d'une économie tournée vers le futur, avec à la clé investissement, transfert de technologie et de savoir-faire, amélioration du niveau de vie et leadership régional en matière d'énergie.

Le partenariat entre le secteur de l'énergie et les pouvoirs publics, qui a permis le lancement du projet Terre d'école, est prometteur ayant amplement fait ses preuves et peut, par conséquent, aspirer à davantage de soutien pour la poursuite du chantier de l'éducation moderne et avant-gardiste que propose le projet.

Terre d'école s'est imposé, en effet, comme projet-pilote susceptible de faire école avec la certification de son label spécial décerné par la Convention-Cadre des Nations unies sur les changements climatiques et la réalisation du campus de Kintélé suite à la signature, en mai 2017, du protocole d'accord entre Terre d'école, l'Etat congolais, la Société nationale des pétroles du Congo, Total E&P Congo et Chevron. La même année, l'école de la Fraternité, à Brazzaville, devenait le premier établissement scolaire labellisé «Terre d'école », ouvrant la voie à une autre dimension du projet éducatif.

L'un des signataires ne savait pas si bien dire en affirmant solonellement que le fait de signer le protocole représentait bien plus qu'une signature, car développer ex nihilo une école de cette nature implique un engagement fort de toutes les parties et que la réussite de toute l'entreprise était intimement liée à l'engagement des parties prenantes avant de souligner le fait que toutes avaient des responsabilités à respecter.

Nous vivons une époque de grands changements de paradigmes et de remise en question, mais la vision et l'impulsion d'un vrai grand leader africain et le dévouement sans relâche d'une fière battante à la tête du projet présidentiel, animent ce défi de transition qui s'appelle « Terre d'école » que les partenaires doivent soutenir, sans réserve, parce qu'il sert les intérêts de tous et constitue une vraie tête de pont vers demain et entre les hommes. Notre humanité n'a pas de prix.

Ohamed Kamel

COOPÉRATION

L'Ecole de l'amitié sino-congolaise dotée d'un forage moderne

Financée par l'ambassade de Chine, l'infrastructure a été mise en service le 26 novembre par l'ambassadeur de ce pays au Congo, Ma Fulin, en présence des autorités de la mairie du neuvième arrondissement, Djiri, des responsables de l'établissement et d'une foule d'élèves en liesse.

Le forage moderne de l'Ecole de l'amitié sino-congolaise, d'après un technicien de l'entreprise adjudicataire du marché, est de 180 m de profondeur. Il est doté d'une pompe imagée de 170 m ayant une capacité totale de 5,5 KVA, capable de produire un grand débit. Au plan technique, le forage est composé d'un ouvrage de stockage construit en béton armé et placé en dessus. Il comprend de deux réservoirs de 3 m3 chacun, soit une capacité globale de stockage de 6 m3.

« Le forage de l'Ecole de l'amitié sino-congolaise fonctionne à base de l'énergie connectée à partir d'une ligne de la société Energie électrique du Congo. D'après les résultats des analyses effectuées au laboratoire de la Congolaise des eaux, le forage produit une eau potable répondant aux normes de l'Organisation mondiale de la santé », a expliqué ce technicien.

Pour l'ambassadeur de Chine au Congo, la construction de ce forage contribue à l'amélioration des conditions d'apprentissage dans cet établissement public.

« La Chine a construit cette école, il y a des années. Jusque-là, elle fonctionne toujours bien et a déjà formé beaucoup de jeunes qui vont contribuer au développement du pays. Pour permettre aux enfants d'étudier dans les meilleures conditions, notre ambassade a financé la construction d'un forage moderne avec tous les équipements. L'ouvrage est bien exécuté à la satisfaction de tous », a indiqué Ma Fulin.

Après avoir visité l'ensemble de l'établissement, le diplomate chinois a fait don de vingt ballons aux élèves, afin de leur permettre de pratiquer des activités sportives.

Construite il y a quelques années, l'Ecole de l'amitié sino-congolaise, sise au quartier Congo-Chine à Massengo, dans le neuvième arrondissement Djiri, est un établissement public d'enseignement général du cycle primaire. Fonctionnant en deux vagues, elle compte 1 500 élèves pour cette année scolaire 2022-2023.

Firmin Oyé

VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Le Congo poursuit le combat

En vue de sensibiliser le public aux avancées concrètes en matière de protection des femmes contre tout type de violences au Congo, plusieurs acteurs spécialisés sur la question ont tenu une conférence-débat, le 25 novembre à l'Institut français du Congo.



Une vue des panelistes lors des échanges/Adiaca

Organisée par l'Equipe France au Congo, en partenariat avec le ministère de la Promotion de la femme, de l'Intégration de la femme au développement et de l'Economie informelle, la conférence-débat s'inscrivait dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes. Avec pour texte de référence la « Loi Mouebara » adoptée en mai dernier, cette conférence visait à mesurer ce qui est déjà fait et ce qui reste à faire en termes de lutte contre les violences faites aux femmes au Congo afin d'améliorer la situation.

En effet, après plus de cinquante ans de vide juridique, le Congo dispose désormais d'un arsenal législatif qui, mis en œuvre, lui permettra de sanctionner plus efficacement les auteurs de violences faites aux femmes. « Nous avons souhaité, à l'occasion de cette journée, donner la parole à des experts en la matière pour nous présenter cette nouvelle législation, afin qu'elle ne demeure pas un texte symbolique, dénué de force exécutoire », a indiqué François Barateau, l'ambassadeur de France au Congo.

Ainsi dans leurs interventions, les panelistes Nuptia Mbemba-Talant-si, magistrat et représentante du

Centre de recherche, d'information et documentation sur la femme; Tendance Venzolo Bangate, magistrat et membre de l'association des femmes juristes; et Samuel Loupe, psychologue et membre de l'association Azur développement, ont tour à tour présenté les caractéristiques de ce nouvel instrument juridique et outil de pénalisation effective des violences ayant pour base le genre au Congo, ainsi que les enjeux de sa mise en application.

Au nombre des avancées de cette loi, on note la typologie claire et détaillée des violences et chaque sanction y afférente ; le rallongement des délais de prescriptions permettant à une victime mineure de recourir aux tribunaux une fois adulte pour demander justice ; la prise en compte des délits de cybercriminalité comme le harcèlement sexuel sur les réseaux sociaux ; etc. « La loi Mouebara ne vient pas abolir tous les instruments juridiques qui existaient avant dans notre pays comme le Code pénal, le Code de la famille et autres. Elle arrive simplement à point nommé pour les renforcer et donner une marque spécifique dans ce combat pour les droits des femmes. Dans le cadre de sa vulgarisation, il y a des campagnes de sensibilisa-

tion qui se font et se feront partout au Congo. Aussi, la loi sera traduite en langues nationales pour permettre sa large compréhension », a déclaré Nuptia Mbemba-Talantsi.

Aussi, parce que la lutte contre les violences faites aux femmes est collective et implique chaque corps professionnel, à savoir les soignants, les forces de l'ordre, les avocats, les associations et travailleurs sociaux, les magistrats..., ce temps d'échange et de sensibilisation à agir tous ensemble a été introduit et ponctué par des déclamations de slam des artistes Mariusca et Black Panther. « Au-delà de la matière juridique approfondie durant cette conférence, il nous a semblé important d'introduire un regard différent sur cette thématique. A travers l'art et la poésie, ces artistes ont éveillé différemment notre conscience », a noté Maurizio Cascioli, directeur de l'Agence française de développement.

Notons que la Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes marque le coup d'envoi des seize jours d'activités en faveur des droits humains, qui prendront fin le 10 décembre, Journée internationale des droits de l'Homme.

Merveille Atipo

CIESPAC

Le ministre Gilbert Mokoki plaide pour le renforcement des acquis de l'établissement

Le ministre de la Santé et de la Population du Congo a plaidé, le 24 novembre à Brazzaville, afin que les pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) s'activent à développer le Centre Inter-Etats d'enseignement supérieur en santé publique d'Afrique centrale (Ciespac).

Le plaidoyer du ministre Gilbert Mokoki a été fait à la faveur de la douzième édition des Journées scientifiques et éducatives du Ciespac consacrée au rôle de la pédagogie dans l'accélération de l'atteinte du troisième Objectif de développement durable (ODD), couplée à la remise des attestations et diplôme universitaire d'initiation à la pédagogie appliquée en sciences de la santé. L'institution inter-Etats d'enseignement en santé jouit actuellement d'un nouveau statut d'institution spécialisée de formations au niveau des Etats de Cémac. Le ministre congolais de la Santé s'est félicité des initiatives de formation pédagogique mises en place par la direction du Ciespac qui accueille actuellement les étudiants venants des pays de la Cémac ainsi que ceux de la République démocratique du Congo. « Je lance donc, ici, un vibrant appel afin que nos différents Etats renforcement leurs ap- puis dans l'accompagnement du Ciespac », a déclaré le ministre Gilbert Mokoki. Il a estimé que le renforcement des capacités des ressources humaines pour la mise en œuvre d'une pédagogie en sciences de la santé est une nécessité au regard du retard que les insti-

tutions universitaires prennent pour valoriser l'approche par compétence. Avec plus de vingt-trois étudiants en 2017, l'institution d'enseignement en compte actuellement plus de quatre-vingt-dix. En 2016, le Ciespac a instauré dans ses formations un diplôme de master en santé publique. Au regard des interpellations, le centre envisage en 2023 l'installation d'un parcours en ligne d'un master en gestion de district de santé et d'un autre en gestion hospitalière pour seize semaines de formation recommandés par le Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur. Notons que la douzième édition des Journées scientifiques et éducatives dénommées les Jedis du Ciespac s' est ouverte au grand public et aux professionnels de santé, en mettant l' expertise directement ou indirectement au profit des partenaires. L'ODD-3 est au centre des politiques conduites par les chefs d'Etat de la Cémac qui, d'ailleurs, sont tous engagés pour l'amélioration de la santé de leur population d'ici à 2030. « Nous traitons ici des questions importantes liées au développement de la compétitivité des ressources humaines de

la sous- région Cémac et d'ailleurs, dans le domaine de la santé publique. Les formations spécifiques de deux à trois semaines correspondent à ce que nous appelons certificats ou diplômes universitaires », a indiqué Pierre Mari Tebeu, directeur général du Ciespac. « Toute institution universitaire qui répond aux besoins réels des Etats et de la population est à même capable de mettre en place des diplômes universitaires. Ainsi donc, les attestations et diplômes universitaires mis en place par le Ciespac font suite à la mise en œuvre d'une résolution du Conseil d'administration du Ciespac », a-t-il ajouté. L'initiative de formation de l'institution inter-Etats permet de mettre à la disposition des Etats de la Cémac des cadres pouvant former les étudiants en santé. « Au nom de la République du Congo, je témoigne ici notre reconnaissance à la Cémac qui, en dépit des difficultés économiques et financières, n'a cessé d'appuyer le Ciespac (...) L'approche par comptence est la voie royale pour produire les professionnels dignes », a indiqué le ministre Gilbert Mokoki.

Fortuné Ibara

DIASPORA

Un Congolais crée un centre de santé pour tous à Guilha- rand-Granges

Face à la crise des urgences médicales occasionnant un malaise persistant, le Dr Stanislas Matu Linasi, médecin généraliste et urgentiste, met en place des structures d'accueil pour tous types de soins médicaux généraux en France, département de l'Ardèche, en région de France Rhône-Alpes.

Dr Matu Linasi StanislasLe Dr Stanislas Matu Linasi accueille dans son centre les enfants, y compris les bambins de moins de 2 ans, et les adultes pour tous types de soins médicaux généraux : consultation, contrôle annuel, vaccination, bilan de santé, soins d'urgence (sutures, plâtres,) et traumatologie. Ce Franco-Congolais assure également un suivi des patients dans le temps et les oriente vers des médecins spécialistes en cas de besoin.



Il justifie son initiative en appui des études officielles menées par rapport au constat établi en ce qui concerne la progression perpétuelle de millions de passages par an - 20 millions ces dernières années - aux services des urgences dans les hôpitaux. Il explique que cela engendre de graves problèmes d'engorgement. De ce fait, les difficultés rencontrées par ces services sont le symptôme d'une crise plus large du système de soins et de l'hôpital. « Cela entraîne in fine, l'aggravation du malaise hospitalier », s'inquiète-t-il. Originaire du Congo, il prévoit d'accueillir ses compatriotes qui sont évacués en France, ceux ayant recours aux urgences, présentant des pathologies très avancées ou ayant des difficultés à s'orienter dans le parcours de soins,

À propos du Dr Stanislas Matu Linasi Diplôme d'État de docteur en médecine - Université de Marseille ; au préalable, il est sorti de la septième promotion de l'Insa / La première formant des chirurgiens au Congo Brazzaville. Centre de soins Adresse 130 allée Jules verne 07500 Guilha rand granges, France Tel 00 334 75 83 72 95

ou du fait de l'absence de professionnels médicaux à proximité de leur résidence. Pour tous ces patients accueillis, le Franco-Congolais dit qu'assurer la prise en charge est vitale et se révèle souvent au-delà de l'urgence de soins. Cet établissement est situé à proximité d'un centre de radiologie conventionnelle et interventionnelle qui propose les examens d'imagerie médicale utiles étant donné le temps gagné pour apporter des soins appropriés.

Marie Alfred Ngoma

DROITS DES ENFANTS

Le Reiper sensibilise à la nécessité de mieux protéger les adolescents

Le Réseau des intervenants sur le phénomène des enfants en rupture (Reiper) a célébré, en différé les 25 et 26 novembre à Brazzaville, en partenaire d'Apprentis d'Auteuil, la Journée internationale des droits de l'enfant (Jide), commémorée le 20 novembre de chaque année.

Placée cette année sur le thème : « La protection des enfants contre la violence », la 33e édition de la Jide a donné lieu à une table-ronde et un festival. Organisée dans le cadre du projet : « To batela bana » : Promotion, respect et mise en œuvre des droits des enfants en République du Congo, financée par l'Union européenne, cette double activité a permis au Reiper de sensibiliser la population congolaise à la nécessité de mieux protéger les enfants qui sont souvent victimes de violences. « Notre pays a ratifié la Convention internationale des droits de l'enfant, il faut l'appliquer, nous travaillons aux côtés des pouvoirs publics à pouvoir mettre en œuvre les droits des enfants. Il ne faut pas que les enfants soient victimes des violences, qu'ils



Joseph Bikié Likibi sensibilisant les enfants vulnérables pendant le festival/Adiac puissent aller à l'école, qu'ils puissent être soignés et qu'ils vivent dans des familles, c'est pour cela que nous travaillons », a expliqué le coordonnateur national du Reiper, Joseph Bikié Likibi. Outre la Convention internationale des droits de l'enfant, la République du Congo a pris en 2010, une loi portant protection de l'enfant. En effet, loi n° 4-2010 du 14 juin 2010 interdit, entre autres, l'emploi précoce,

les pires formes de travail et toutes autres activités domestiques mettant en péril la santé physique ou mentale de l'enfant. Selon le coordonnateur du Reiper, ces lois ne sont pas bien connues du grand public. D'où la nécessité d'en expliquer davantage d'autant plus qu'on ne peut pas appliquer quelque chose qu'on ne connaît pas. « Pendant la table-ronde, les acteurs se sont rendus compte qu'il y a beaucoup de gens qui ne connaissent pas les droits des enfants. Donc, c'est de notre devoir, aux côtés des pouvoirs publics, de renforcer les sensibilisations pour que dans les écoles, les quartiers, les départements, les Congolais connaissent les lois qui protègent les enfants et que les enfants eux-mêmes aussi aient connaissance de ces lois », a

poursuivi Joseph Bikié Likibi. Notons que le projet : « To batela bana » financé par l'Union européenne est porté par l'Apprentis d'Auteuil, une ONG française qui existe depuis plus de 150 ans avec laquelle Reiper travaille depuis une vingtaine d'années. D'une durée de trois ans, ce projet qui prendra fin en 2024, est actuellement mis en œuvre à Brazzaville, Pointe-Noire et Kingoué, dans le département de la Bouenza, dans l'idéal de s'étendre progressivement dans tous les départements. « Les enfants vulnérables, exclus, marginalisés, ce sont nos cibles. C'est pour eux que nous travaillons, que nous nous investissons, afin que leurs droits soient mis en œuvre et promus pour le bien-être des enfants », a conclu le coordonnateur du Reiper.

Parfait Wilfried Douniama

POLITIQUE NATIONALE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Le plan d’actions en cours de validation

L’atelier de validation du document de stratégie et plan d’actions de la recherche scientifique et de l’innovation qui se tient à Brazzaville, du 29 au 30 novembre, permettra de définir, entre autres, les projets et activités budgétisés à réaliser.

La validation du document de stratégie et plan d’actions de la recherche scientifique et de l’innovation pour la période de mise en œuvre 2022-2026 favorisera l’accroissement des connaissances scientifiques ; l’exploitation optimale des technologies innovantes ; la valorisation des résultats de la recherche et la promotion de la culture scientifique à l’échelle nationale. « Cette validation se fait au moment où le pays a amorcé la transition de son économie vers une économie fondée sur la technologie et l’innovation », a déclaré le Pr Bernard Passy Mabiala, ayant ouvert les travaux de cet atelier au nom de la ministre de l’Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique



L’atelier de validation du document de stratégie et plan d’actions de la recherche scientifique en cours à Brazzaville

et de l’Innovation technologique, Delphine Edith Emmanuel. En rappel, c’est le 5 octobre dernier que le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, recevait

des mains de la ministre Delphine Edith Emmanuel le document de politique nationale de la recherche scientifique et de l’innovation technologique qui contribue au développement socio-écono-

mique du pays. La ministre expliquait à cette occasion que l’utilisation des systèmes de science, technologie et innovation est un impératif pour atteindre les ob-

jectifs de développement durable. Il est, en effet, nécessaire de s’appesantir sur la recherche appliquée au développement, en vue d’apporter des réponses aux problèmes auxquels les communautés sont confrontées. La recherche scientifique et l’innovation technologique sont à la base du développement dans plusieurs secteurs : environnement, énergies renouvelables, tourisme, santé, éducation, agriculture et bien d’autres. Les experts de l’Unesco qui ont contribué à l’élaboration de cette politique de la recherche scientifique et de l’innovation technologique prennent aussi part à cet atelier de validation, dont les conclusions sont attendues ce 30 novembre.

Rominique Makaya

DÉVELOPPEMENT LOCAL

Le Pnud va accompagner le Congo dans la mise en œuvre de la décentralisation

Le représentant résident du Programme des Nations unies au Congo (Pnud), Opia Mensah Kumah, a indiqué, le 29 novembre, à Brazzaville, à l’issue d’une entrevue avec le ministre délégué à la Décentralisation et au Développement local, Juste Désiré Mondélé, que cette agence onusienne va apporter son appui au pays dans la mise en œuvre de son projet de décentralisation.

Le ministre Juste Désiré Mondélé et le représentant résident du Pnud ont débattu essentiellement des questions de décentralisation, notamment sur des projets à mettre en œuvre pour impulser l’effectivité du projet pour lequel le gouvernement accorde de l’importance. « Nous avons discuté des projets à mettre en œuvre, parmi lesquels l’organisation d’un forum national sur la décentralisation qui se tiendra au mois de février. Bien avant, nous devons initier un atelier préparatoire qui se déroulera sous forme des états gé-



Juste Désiré Mondélé (à droite), s’entretenant avec le représentant résident du Pnud au Congo/Adiac

Parmi les projets retenus par les deux interlocuteurs, figurent aussi la création d’une agence de développement local ; la mobilisation des financements et le renforcement des capacités des collectivités locales. L’objectif est de poser les jalons d’une décentralisation harmonieuse et soutenue, ayant pour base les principes universels. « Tous les projets auxquels nous avons débattu avec le ministre Juste Mondélé intéressent le Pnud, parce que nous pensons que pour réaliser les Objectifs de développement durable, il faut rapprocher le développement du peuple. C’est ainsi que nous tenons à appuyer le gouvernement congolais dans la mise en œuvre d’un système de décentralisation adapté et efficace », a-t-il renchéri.

Firmin Oyé

« Tous les projets auxquels nous avons débattu avec le ministre Juste Mondélé intéressent le Pnud, parce que nous pensons que pour réaliser les Objectifs de développement durable, il faut rapprocher le développement du peuple. C’est ainsi que nous tenons à appuyer le gouvernement congolais dans la mise en œuvre d’un système de décentralisation adapté et efficace »,

néraux, au cours desquels tous les acteurs congolais vont discuter des modalités de la mise en place d’un développement local digne et soutenu », a souligné le représentant résident du Pnud au Congo, Opia Mensah Kumah.

UNÉAC

Les acteurs culturels se penchent sur les attentes de la ministre de tutelle

Les acteurs culturels congolais se sont réunis, le 26 novembre au Palais des congrès, à Brazzaville, pour exploiter les attentes de la ministre de l'industrie culturelle, touristique, artistique et des Loisirs, Lydie Pongault, pour l'avenir de ce secteur dans le pays.

Deux points ont été examinés lors de la rencontre des acteurs culturels : traduire les instructions et les orientations de la ministre concernant l'avenir culturel du pays et les préparatifs du congrès de l'Union nationale des écrivains et artistes DU Congo (Unéac). « Nous sommes donc interpellés; que chaque groupe (littérature, peinture, sculpture, cinéma, théâtre, danse, musique, photographie, ...) dans son domaine puisse produire une réflexion fécondant l'industrie culturelle. Nous devons mener une réflexion approfondie, faire des propositions pratiques sur les actions à réaliser », a signifié Henri Djombo, président de l'Unéac. Ces hommes et femmes de la culture ont émis la volonté de travailler afin d'apporter quelque chose de nouveau pour la réussite de l'industrie culturelle.

Pour l'organisation du congrès de l'Unéac, le président Hen-



Henri Djombo présidant la rencontre

ri Djombo a fait savoir qu'il est très important de l'organiser pour adopter les réformes importantes concernant l'avenir de la culture. « Nous devons apporter des réformes en profondeur pour rendre plus dynamique l'union, par exemple donner plus d'autonomie aux

fédérations, donc aux différents domaines culturels pour qu'ils s'organisent, qu'ils deviennent plus efficaces et que tous en même temps puissent s'épanouir. Nous avons besoin des responsables à la hauteur de cette espérance, il faut aller donc vers quelque chose de nou-

veau. La plupart des membres du bureau exécutif ont vieilli et la jeunesse est en train de monter en force, il faut associer tout le monde à l'action culturelle. », a-t-il expliqué.

Un comité d'organisation du congrès fondateur de l'Unéac a été mis en place ainsi que les

représentants de chaque secteur culturel. Il a pour président Henri Djombo et pour vice-président, chargé de l'organisation, Kadima Nzuji. L'assistant du président chargé des missions est Alphonse Mafoua pendant que le rapporteur est Juvénal Obili. Le secrétaire chargé de la communication est Rozin Loemba et celui des finances André Matseka, pendant que le secrétaire chargé de l'administration est Jessi Loemba. Ce comité aura pour missions d'élaborer le calendrier des assemblées générales, fixer le programme et la date du congrès, rechercher les ressources financières, organiser et diriger les travaux...

Précisons que cette rencontre fait suite à l'audience que la ministre Lydie Pongault a accordée, le 9 novembre dernier, à la délégation de l'Unéac conduite par son président, Henri Djombo.

Rosalie Bindika

COUPE DE LA RÉPUBLIQUE DE JUDO

Les Diables rouges du Congo dominent la compétition

Au terme des différents combats de la deuxième édition de la Coupe de la République, le 28 novembre à Brazzaville, le Congo s'est aisément hissé à la première place devant la République démocratique du Congo (RDC) et l'Angola, à travers la ligue provinciale de Cabinda.

Le judo congolais marque son retour avec force sur le plan sous-régional. Lors de leur première confrontation avec des athlètes d'autres pays, plus de dix ans après, les Diables rouges ont donné le meilleur d'eux-mêmes et récolté des fruits, puisqu'ils ont dominé les combats en individuels, puis en équipes.

Les Congolais ont, en effet, remporté vingt-sept médailles dont douze en or, sept en argent et huit en bronze. La RDC s'est placée à la deuxième place avec trois médailles (une en or et deux en bronze). L'Angola, pour sa part, a eu trois médailles en argent et trois en bronze.

Les judokas congolais comme Songo Awassi ou Foungué Loïck ont fait la loi chez les -60kg devant le Cabindais Joao Douda. Du côté des -66kg, Saint Itoua ou Gloire Ayimba du Congo ont brisé les rêves des leurs adversaires, dont Enock Mbata de la RDC. Chez les dames, notamment les -48 kg, par exemple, la Congolaise Grâce Lebel a dominé la Cabindaise Isabelle Vouvou.

Selon le président de la Fédération congolaise de judo et disciplines associées, Me



Le directeur des activités sportives posant avec l'équipe du Congo Adiac

Francis Ata Assiokarah, cette compétition regroupera désormais, chaque année, les athlètes de plusieurs pays à Brazzaville, afin de célébrer la Journée de la République du Congo sur le tatami.

Au total, soixante-sept combats ont été livrés par quarante-neuf judokas et vingt judokates issus de trois pays de la sous-région. Le fair-play et l'engagement étaient bien visibles lors de ces combats qui se sont déroulés en présence non seulement du public, mais aussi des représentants du ministère des Sports et du Comité national olympique et sportif congolais.

Rude Ngoma

CHAMPIONNAT NATIONAL DIRECT LIGUE 1

BNG toujours invaincu

Au coude à coude avec Bana nouvelle génération (BNG), les Diables noirs ont perdu deux points précieux qui les éloignent provisoirement du podium.



BNG, leader du championnat Adiac

Le duel à distance de la sixième journée a tourné à l'avantage de BNG. Cette équipe s'est imposée sur un score étrié d'un but à zéro devant le FC Nathalys. BNG a amélioré son compteur à 14 points, soit deux de plus que les Diables noirs, qui ont été tenus en échec (0-0) par le FC Kondzo. Les Diablotins (12 points) ont été devancés d'un point par l'AS Otohô.

Les tenants du titre ont battu Patronage Sainte-Anne sur un score de 2-1 et Interclub a surpris l'AC Léopards à Dolisie (8 points) en le battant 2-1. Les deux équipes comptent chacune treize points. L'Etoile du Congo (10 points) revient à deux points des Diables noirs, après son succès 2-0 devant l'AS Cheminots. L'As Jeunesse unie de Kintélé compte le même nombre de points que l'Etoile du Congo, après sa victoire 2-0 face à la Jeunesse sportive de Talangai (8 points). En perte de vitesse depuis le début de la saison, le Club athlétique renaissance aiglons (Cara) a, une fois de plus, retardé sa première victoire en concédant un nul de 2-2 contre V Club Mokanda. La série se prolonge pour le Cara (3 points en six matches) qui traverse une crise de résultats. Le club ponténégrin qui avait connu par contre sa première victoire lors de la précédente journée n'a pas pu enchaîner.

James Golden Eloué

VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

La sensibilisation lancée

Une conférence-débat a été organisée le 25 novembre à la Chambre de commerce de Pointe-Noire par la plateforme des associations et organisations non gouvernementales (ONG) luttant contre les violences ayant pour base le genre (VBG).

L'activité a réuni les associations et ONG concernées par la question, les représentants des pouvoirs publics, notamment ceux de la justice, et le public. Elle a lancé la série d'activités dites «Les seize jours d'activisme» qui verront les membres de la plateforme ainsi que les juristes sillonner les six arrondissements de Pointe-Noire pour sensibiliser les femmes à dénoncer et dire non aux violences de toutes sortes dont elles sont régulièrement l'objet. *“Ce message sera porté dans les églises, les écoles, les centres de santé, dans les marchés... Des cellules d'écoute et d'éveil y seront également installées lors de ces descentes”*, a dit Bernadette Bephangayahou, présidente de l'association Solidarité, disponibilité des œuvres sociales-aide et entraide(Sodios), une des responsables de la plateforme. Elle a ajouté que cette initiative bénéficie du soutien de la mairie de Pointe-Noire et de plusieurs autres partenaires. Animée sur le thème «Oranger notre entourage», la conférence-débat a porté sur les sujets tels les actions pour la prévention et la sensibilisation, par Ber-



Photo de famille /Adiac

nadette Bephangayahou, présidente de l'association Sodios; les réponses aux violences ayant pour base le genre (exploitation, abus sexuel, harcèlement sexuel, rites dégradants du veuvage, violence contre les enfants, le mariage forcé), par Laure Liningui Mavoungou, juge de siège; l'incivisme des jeunes, par Makosso Fouty, juriste; l'autonomisation de la femme, par Ingrid Mavoungou, présidente

de Fons ignis. Après avoir énuméré les différentes formes de violences subies par les enfants et les femmes, Laure Liningui a dit qu'il existe des violences passives (violences qui atteignent le moral, verbales, le harcèlement sexuel) et les violences actives telles le viol, la prostitution, les pratiques de pédophilie, etc... Selon elle, seule la dénonciation de ces violences auprès

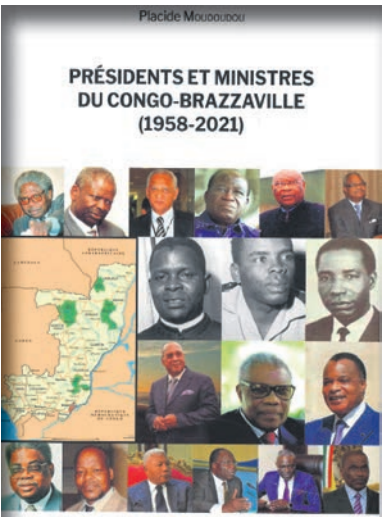
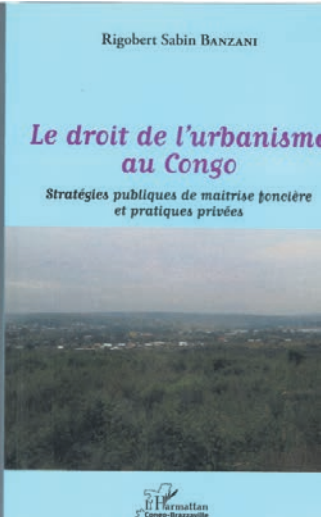
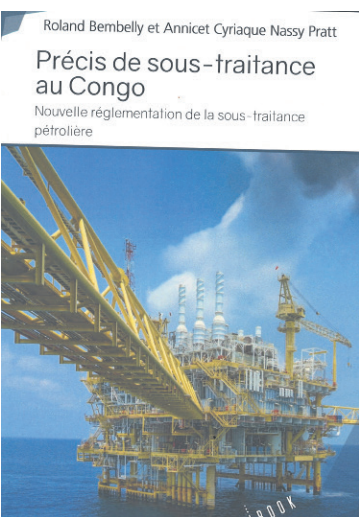
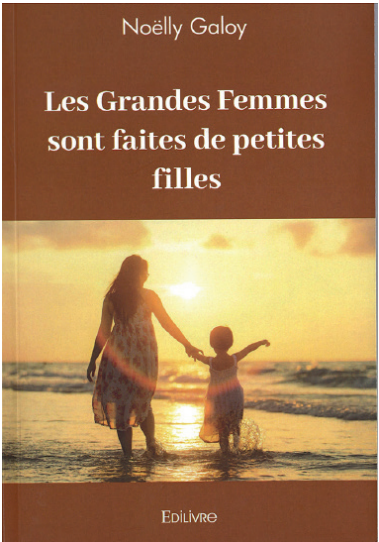
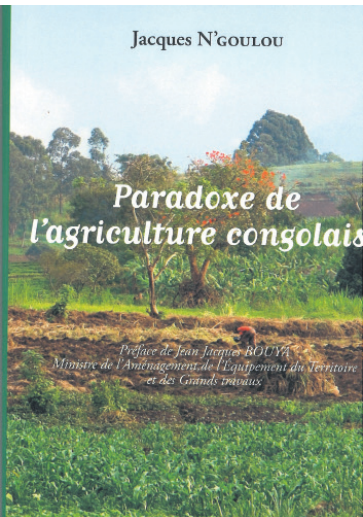
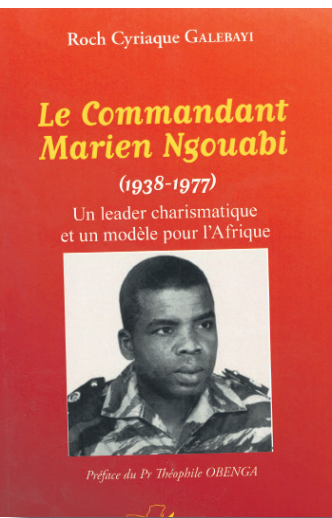
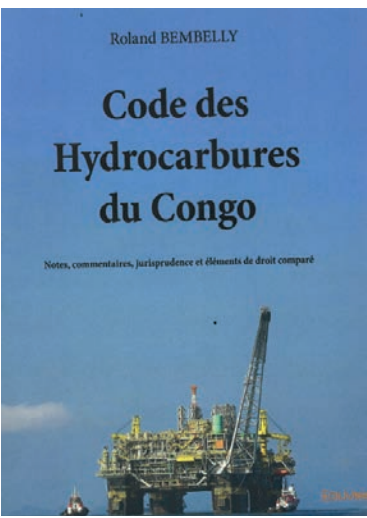
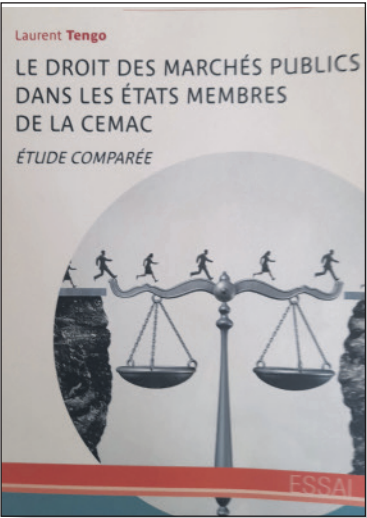
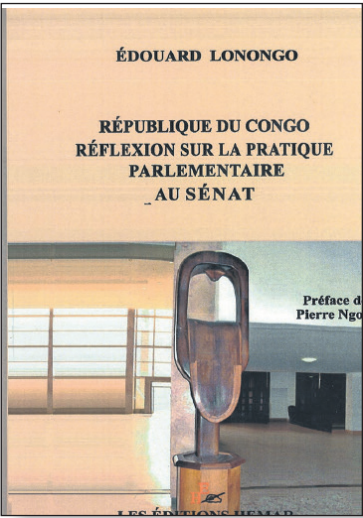
des autorités compétentes et à la justice permettront de mettre fin à ces comportements répréhensibles. Les textes réglementaires, le cadre juridique et législatif prévoient les différentes sanctions à leurs auteurs, a-t-elle renchéri. Le code de la famille congolaise, le code de procédure pénale, la loi Portella, la loi no 4-2010 portant protection de l'enfant en République du Congo ou loi Potignon, la loi n° 19-2022 du

4 mai 2022 portant lutte contre les violences faites aux femmes en République du Congo ou loi Mouebara, la Constitution congolaise de 2015... ont été cités en exemple. L'incivisme des jeunes qui se traduit par des comportements déviants dans la société nécessite une action concertée entre les différents acteurs en charge de la protection des enfants dans la cellule familiale, à l'école, dans les églises... Au terme des échanges, la constance s'est dégagée sur le renforcement des moyens de lutte contre cette violence aveugle venant des enfants par l'instauration de la morale et l'éducation civique comme naguère à l'école. Afin d'amener les femmes à l'autonomisation, les formations aux métiers, l'accompagnement vers les activités génératrices de revenus, à l'instar de l'emploi-solidarité, doivent être initiées en leur faveur. Ces actions ont d'effet si les femmes mutualisent leurs efforts pour des plaidoyers et de lobbyings. Les sessions de sensibilisation commencent le 29 novembre, au siège de l'arrondissement n° 1, Lumumba.

Hervé Brice Mampouya



EN VENTE



COUPE AFRICAINE DE LA CONFÉDÉRATION

Les Léopards de Dolisie célèbrent les dix ans de leur sacre

Le Congo a célébré, le 28 novembre, les 64 ans de la proclamation de la République. Cette date est aussi symbolique pour l’Athletic club Léopards de Dolisie, dont les joueurs et dirigeants ont été décorés, il y a une décennie, par le président de la République, trois jours après avoir remporté le 25 novembre 2012 à domicile la 9e Coupe africaine de la Confédération.

A l’heure de faire le bilan du football après 64 ans d’existence de la République du Congo, l’on ne retiendra pas que les victoires des Diables rouges à la Coupe d’Afrique des nations (CAN) de Yaoundé, en 1972, et à la CAN des moins de 20 ans remportée à Brazzaville, en 2007. Il faudrait compter parmi les clubs ayant écrit les plus belles pages de l’histoire du football congolais l’Athlétic club Léopards de Dolisie. Les Fauves du Niari, à l’époque dirigés par Rémy Ayayos Ikounga, avaient imité l’exploit réalisé par le Club athlétique renaissance aiglons, vainqueur de la Coupe d’Afrique des clubs champions en 1974, en remportant pour leur troisième participation la Coupe de la Confédération africaine de football, dont le dixième anniversaire a été célébré vendredi dernier.

Dix ans après, les souvenirs restent impérissables. Le courage d’un club et la vision d’un président général qui avait le cœur dans le football étaient la recette. Son amour pour la discipline l’a poussé à l’optimisme, bâtissant son équipe à la taille de son ambition. Les joueurs se connaissaient par cœur car l’os-sature de l’équipe était restée la même pendant des saisons malgré les deux échecs à l’étape



Le président de la République décorant, le 28 novembre 2012, les joueurs et dirigeants de l’AC Léopards/Adiac

des seizièmes de finale en 2010 et 2011. « J’ai compris l’Afrique », au sortir de l’élimination à Garoua, au Cameroun, était le mot clé pour transcender tout son groupe.

La vision d’aller le plus loin possible était devenue une réalité quand l’AC Léopards de Dolisie s’engageait pour la troisième fois à la Coupe de la CAF (C2). Les Fauves du Niari battaient à Dolisie AS Tempête Mocaf (2-0), puis arrachaient un nul de

(2-2) à Bangui. En seizièmes de finale, l’AC Léopards était dominé à domicile (1-2) par le Club sportif Sfaxien de la Tunisie. Après cette défaite, Rémy Ayayos assurait: « Je vais me qualifier à Sfax ». Les Léopards de Dolisie sortaient véritablement leurs griffes deux semaines après en réalisant un exploit grandeur nature à Sfax (2-0). Et c’était le déclic. L’appétit venant en mangeant, les Léopards enchaînaient des performances en éliminant Heart-

land (2-3 au Nigeria puis 2-1 à Dolisie) en huitièmes de finale avant de se qualifier au tour de cadrage. Ils sortaient le tenant du titre Mas de Fès (0-1 à Fes puis 2-0 à Dolisie), devenant le seul club engagé à la C2 à disputer la phase de poules aux côtés de sept autres éliminés de la Ligue des champions.

Le club de Dolisie débutait ce mini tournoi par trois matches nuls d’un but partout respectivement face au WAC, Djoliba

AC et Stade Malien. Lors de la quatrième journée, Il s’imposait enfin devant le Stade malien (1-0), avant de s’incliner au Maroc (1-3). Pendant la dernière journée, les Léopards dominaient le Djoliba AC (3-0), se qualifiant ainsi pour les demi-finales.

Pour ce nouveau défi, les Fauves du Niari éliminaient El Merreikh du Soudan. Ils s’imposaient à Dolisie (2-1) puis arrachaient un nul héroïque de (0-0) à Omdurman. Le 25 novembre, au terme d’une finale aller et retour, les Léopards gagnaient la neuvième édition, s’imposant devant le Djoliba AC (2-1) après le nul (2-2) à Bamako. Ils gagnaient ainsi le ticket de disputer la Super coupe d’Afrique, en Égypte, mais courbaient l’échine (1-2) face au vainqueur de la Ligue des champions, Al Ahly.

Par sa régularité dans la phase de poules, le Congo parvenait à aligner quatre clubs en compétitions africaines. Après ce sacre, les Léopards ont atteint la phase de groupes de la Ligue africaine des champions en 2013, disputant les demi-finales de la Coupe de la Confédération en 2014. Ils ont échoué à la porte du dernier carré la saison d’après. Quand le club a amorcé son déclin en 2016, le football congolais est revenu à la case départ.

James Golden Eloué

COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES

L’Arpce veut une présence plus active dans la Sangha

L’Agence de régulation des postes et des communications électroniques (Arpce), bras technique de l’Etat avec une mission transversale, va accroître sa présence dans le département de la Sangha, reconnu comme un axe majeur de l’économie congolaise, au travers d’une régulation plus agissante et un siège aux standards requis bientôt en construction.

L’annonce a été faite à Ouessou, chef-lieu du département de la Sangha, par le directeur général de l’Arpce, Louis Marc Sakala, à l’issue d’un entretien avec le préfet de ce département, Gilbert Mouanda-Mouanda, le 24 novembre dernier.

« Les télécommunications n’ayant plus de barrière, les entreprises forestières et celles du secteur des transports installées ici, dans ce département, utilisent des réseaux que nous contrôlons. Ouessou est, par ailleurs, un pôle stratégique de notre économie. L’activité va s’intensifier et nous devons y avoir une présence plus accentuée. C’est ici également que va être connecté le câble fibre optique qui va nous relier avec la Centrafrique et au Cameroun », a déclaré Louis Marc Sakala, qui a séjourné à Ouessou après Oyo et Makoua, dans le cadre d’une mission d’inspection des salles multimédias implémentées par le Fonds pour l’accès et le service universel des communications électroniques, dont l’Ar-

pce assure la gestion.

Pour conforter la place de l’Etat dans ce département promu à une forte activité économique, l’Arpce va ériger, dès l’année prochaine, une nouvelle agence à Ouessou aux normes requises. Louis Marc Sakala et sa délégation sont descendus sur place pour mieux s’assurer du terrain déjà acquis où va être construite la nouvelle antenne départementale. L’objectif est de permettre aux équipes de travailler dans des conditions exigées par un tel sacerdoce et de déployer convenablement l’autorité de l’Etat dans le secteur de la régulation des communications électroniques et des postes.

« Si la Banque centrale a un siège ici, c’est à cause de l’activité importante de l’économie dans ce département. Et nous devons, avec la migration aujourd’hui de la finance vers la technologie, nous doter, à Ouessou, d’une représentation forte », a souligné le directeur général de l’Arpce.

« Il est important pour le ré-



Louis-Marc Sakala et Gilbert Mouanda-Mouanda

gulateur de bâtir, comme nous l’avions fait l’année dernière à Pointe Noire, un bâtiment qui représente la force, l’efficacité et la présence de l’Etat dans le domaine des postes et télécoms », a précisé Louis Marc Sakala.

La construction de cette nouvelle agence est un motif de satisfaction pour le chef d’antenne de Ouessou, Benny Touazock, dont la juridiction s’étale bien au-delà de la Sangha, et prend en compte la Cuvette-Ouest, la Cuvette et la Likouala. Créée en

2010, l’antenne de Ouessou va devoir avoir une activité intense, au-delà du contrôle des sociétés utilisatrices des stations VSAT, notamment celles qui opèrent dans les activités forestières, et du travail normatif de veiller à la très bonne qualité du service des sociétés de téléphonie mobile.

Devant l’émergence de nouveaux services de communications électroniques adossés au dynamisme économique de ce département, il paraît né-

cessaire pour l’Arpce d’anticiper sur l’avenir. « Le département de la Sangha est reconnu comme stratégique. Des projets majeurs y passent tout autour. La Banque centrale y est déjà implantée, nous aurons dans quelques mois ou l’an prochain la continuité de la route sous-régionale entre Brazzaville-Bangui-N’Djamena en passant par Ouessou », a justifié Benny Touazock, pour qui Ouessou est la ville du futur.

Quentin Loubou